

Avant-projet d'un arrêté du Gouvernement relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L4112-9, L4112-17, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-1 et 2, L4135-1 à -4, et L4143-3;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, les articles 1^{er} à 3, 16, § 2, alinéa 2, 25, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2, et 38;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le ...;

Vu l'avis n° du Conseil d'État, donné le , en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre I^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er} – Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux élections simultanées communales et provinciales organisées conjointement par la Région wallonne et la Communauté germanophone le 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Si, à la suite d'un ou de plusieurs recours dirigés contre les élections visées à l'alinéa 1^{er}, l'organisation de nouvelles élections simultanées communales et provinciales s'avère nécessaire sur le territoire de la région de langue allemande, les dispositions du présent arrêté sont également applicables.

Art. 2 – Conformément à l'article 2 de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, les élections simultanées communales et provinciales sur le territoire de la région de langue allemande visées à l'article 1^{er} ont lieu selon le mode de scrutin électronique avec preuve papier.

par des raisons professionnelles ou de service, est conforme au modèle 6 figurant en annexe.

Ce certificat sera délivré en l'absence d'une attestation de l'organisation de voyages.

Section 4 – Assistance au vote

Art. 11 – La déclaration visée à l'article L4133-2, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relative à l'assistance au vote, est rédigée sur un formulaire conforme au modèle 7 annexé au présent arrêté. Ce formulaire est délivré gratuitement par l'administration communale.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les nom, prénoms, date de naissance et adresse de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant.

Chapitre III – Désignation de l'ordre dans lequel les votes sont exprimés

Art. 12 – Lors du renouvellement des conseils provinciaux et communaux, les votes doivent être exprimés dans l'ordre suivant : d'abord le conseil provincial, ensuite le conseil communal.

Chapitre IV – Délivrance du registre des électeurs

Art. 13 – § 1^{er} – Conformément à l'article L4122-5, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les personnes mandatées par un parti politique ont le droit de se faire produire des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable, dès l'établissement de celui-ci et pour autant qu'il s'engage, par écrit et dans un document commun, à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 8 ci-annexé.

§ 2 – Conformément à l'article L4122-5, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tout candidat peut se faire produire, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable, dès l'établissement de celui-ci et pour autant qu'il s'engage, par écrit et dans un document commun, à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la

Chapitre 6 – Frais électoraux

Section 1^{re} – Dispositions générales

Art. 16 – § 1^{er} – La Province de Liège conclut les contrats nécessaires au règlement des frais électoraux visés à l'article 13 de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, et assure les règlements des créances. Elle procède ensuite auprès des communes de la région de langue allemande aux récupérations appropriées, au prorata des électeurs inscrits.

Toutefois, les communes de la région de langue allemande sont exclues de la répartition pour ce qui concerne la récupération des frais résultant du paiement des jetons de présence aux membres des bureaux de dépouillement communaux et provinciaux, la constitution de ceux-ci étant propre au vote manuel.

§ 2 – Les jetons de présence sont liquidés sur foi de la liste des membres présents du bureau électoral adressée par le président du bureau électoral concerné. Cette liste est établie conformément au modèle 10 annexé au présent arrêté.

§ 3 – Pour le paiement des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux, la Province de Liège conclut, selon les directives établies par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, un contrat portant exécution du paiement des jetons de présence au moyen de versements sur les comptes financiers des membres des bureaux électoraux.

§ 4 – Les membres des bureaux électoraux qui ont droit à une indemnité de déplacement transmettent leur déclaration de créance à la province. Cette déclaration de créance est établie conformément au modèle 11 annexé au présent arrêté et mentionne l'adresse de la province.

§ 5 – Les électeurs visés à l'article 17, et qui demandent le remboursement de leurs frais de déplacement, établissent leur déclaration de créance au moyen du modèle 12 annexé au présent arrêté, et mentionnent l'adresse de la province.

Sur la base d'une convention conclue entre la Province de Liège et la Société nationale des Chemins de fer belges, celle-ci facture à la province les frais résultant des déplacements effectués par les électeurs en question qui ont bénéficié d'un titre de transport gratuit. Elle mentionne sur ses factures le code provincial S.N.C.B. figurant sur les lettres de convocation.

§ 6 – La Province de Liège souscrit auprès d'une compagnie d'assurances une police destinée à garantir les dommages résultant des accidents survenus aux membres des bureaux électoraux et règle les dépenses concernées.

§ 7 – Les frais électoraux qui résultent des travaux et services nécessaires aux opérations électorales sont supportés dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

§ 3 – Le montant de base des jetons de présence destinés aux présidents, membres, secrétaires et secrétaires adjoints des bureaux de vote est multiplié par 1,5.

Art. 19 – § 1^{er} – Les jetons de présence perçus par les membres des bureaux électoraux sont destinés à l'accomplissement de leur devoir civique et couvrent l'ensemble des réunions que ces bureaux doivent tenir conformément au même Code.

§ 2 – Pour les bureaux de vote, il s'agit de la séance prévue pour recevoir les électeurs venus exprimer leur vote.

§ 3 – Pour les bureaux de circonscription, il s'agit des séances relatives à la réception des actes de candidature, la vérification de la recevabilité des actes, l'arrêt provisoire des listes de candidats, la réception des réclamations contre des candidatures et des recours contre l'écartement de certaines listes de candidats, le dépôt des actes rectificatifs, l'arrêt définitif des listes de candidats, le tirage au sort provincial et communal, la formulation et la supervision de la réalisation des écrans de vote, les déclarations de groupement, la répartition des sièges entre les listes le jour du scrutin, la désignation des élus et des suppléants, et l'appareillement.

§ 4 – Pour les bureaux de canton, il s'agit des séances relatives à la formation des présidents des bureaux de vote et celle relative au recensement des votes.

Art. 20 – § 1^{er} – En dehors des séances énumérées à l'article 19, pour lesquelles seul le jeton de présence peut être réclamé, les membres des bureaux de circonscription et des bureaux de canton peuvent avoir à accomplir des tâches qui sont nécessaires afin de garantir le bon déroulement des élections, mais qui ne se rapportent pas à une séance du bureau. Ces tâches concernent, notamment, l'envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le même Code, y compris l'expédition des procès-verbaux, la procédure de désignation des membres des bureaux, les démarches accomplies en vue de procéder aux investigations quant à l'éligibilité des candidats, l'encodage numérique des listes et leur transmission, les corrections qui suivent la vérification par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone des doubles candidatures, la mise à jour des écrans de vote, la communication de la liste officielle des candidats aux bureaux de circonscription et aux déposants qui le demandent, ainsi que la communication des extraits du procès-verbal de recensement aux élus.

Pour effectuer ces tâches, le collège communal, à la demande du président du bureau de circonscription, met à la disposition de celui-ci, en application de l'article L4145-5, § 4, du même Code, le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission et fixe également le montant des indemnités qui en découlent.

§ 2 – Conformément à l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, les agents sous contrat de travail ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, en vue de l'accomplissement des obligations civiques le temps nécessaire, avec un maximum de cinq jours. Les agents statutaires de la fonction publique fédérale, régionale, communautaire, provinciale et communale bénéficient de dispositions similaires en vertu de leur statut respectif.

GOVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

[Numéro de registre]

Avant-projet d'un arrêté du Gouvernement relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L4112-9, L4112-17, L4123-1; L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-1 et 2, L4135-1 à -4, et L4143-3;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, les articles 1^{er} à 3, 16, § 2, alinéa 2, 25, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2, et 38;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le ...;

Vu l'avis n° du Conseil d'État, donné le , en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre I^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er} – Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux élections simultanées communales et provinciales organisées conjointement par la Région wallonne et la Communauté germanophone le 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Si, à la suite d'un ou de plusieurs recours dirigés contre les élections visées à l'alinéa 1^{er}, l'organisation de nouvelles élections simultanées communales et provinciales s'avère nécessaire sur le territoire de la région de langue allemande, les dispositions du présent arrêté sont également applicables.

Art. 2 – Conformément à l'article 2 de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, les élections simultanées communales et provinciales sur le territoire de la région de langue allemande visées à l'article 1^{er} ont lieu selon le mode de scrutin électronique avec preuve papier.

Chapitre II – Des collèges électoraux

Section 1^{re} – Convocation des collèges électoraux en vue des élections communales et provinciales

Art. 3 – Les locaux de vote ouvrent de 8 à 15 heures.

Les électeurs qui se trouvent encore dans la file d'attente à l'heure de la fermeture des locaux sont encore admis au vote.

Art. 4 – Le nombre d'électeurs admis à voter par section de vote s'élève à 1 050, ce qui correspond à cinq machines à voter par section de vote et 210 électeurs par machine à voter.

Art. 5 – Le texte des instructions pour les électeurs figure sur le modèle 1 en annexe.

Section 2 – Modèle de convocation électorale pour les électeurs

Art. 6 – Pour les électeurs belges, les lettres de convocation aux différentes élections sont imprimées sur papier blanc.

Les électeurs étrangers, ressortissants ou non d'un État membre de l'Union européenne, inscrits sur le registre des électeurs, reçoivent une convocation de couleur bleue.

Art. 7 – Les lettres de convocation pour les électeurs belges sont établies conformément au modèle 2 ci-annexé.

Art. 8 – § 1^{er} – Pour les électeurs étrangers, ressortissants ou non d'un autre État membre de l'Union européenne, les lettres de convocation pour l'élection des conseils communaux sont établies conformément au modèle 3 ci-annexé.

§ 2 – Les lettres de convocation des électeurs, ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne portent la lettre « C ».

Les lettres de convocation des électeurs non ressortissants d'un État membre de l'Union européenne portent la lettre « E ».

Art. 9 – En application de l'article L4124-1, § 6, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le texte des instructions pour l'électeur ainsi que le texte prévu à l'article L4132-1 du même Code sont mentionnés au verso des lettres de convocation. Ce texte est établi conformément au modèle 4 ci-annexé.

Section 3 – Vote par procuration

Art. 10 – § 1^{er} – Le formulaire de procuration à utiliser lors des élections communales et provinciales correspond au modèle 5 figurant en annexe.

§ 2 – Le certificat à délivrer par le bourgmestre aux électeurs qui sont autorisés à voter par procuration, conformément à l'article L4132-1, § 1^{er}, 7^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour cause de séjour temporaire à l'étranger non motivé

par des raisons professionnelles ou de service, est conforme au modèle 6 figurant en annexe.

Ce certificat sera délivré en l'absence d'une attestation de l'organisation de voyages.

Section 4 – Assistance au vote

Art. 11 – La déclaration visée à l'article L4133-2, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relative à l'assistance au vote, est rédigée sur un formulaire conforme au modèle 7 annexé au présent arrêté. Ce formulaire est délivré gratuitement par l'administration communale.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les nom, prénoms, date de naissance et adresse de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant.

Chapitre III – Désignation de l'ordre dans lequel les votes sont exprimés

Art. 12 – Lors du renouvellement des conseils provinciaux et communaux, les votes doivent être exprimés dans l'ordre suivant : d'abord le conseil provincial, ensuite le conseil communal.

Chapitre IV – Délivrance du registre des électeurs

Art. 13 – § 1^{er} – Conformément à l'article L4122-5, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les personnes mandatées par un parti politique ont le droit de se faire produire des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable, dès l'établissement de celui-ci et pour autant qu'il s'engage, par écrit et dans un document commun, à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 8 ci-annexé.

§ 2 – Conformément à l'article L4122-5, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tout candidat peut se faire produire, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable, dès l'établissement de celui-ci et pour autant qu'il s'engage, par écrit et dans un document commun, à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la

xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 9 ci-annexé.

Art. 14 – Pour la délivrance des exemplaires du registre des électeurs visée à l'article L4122-5, § 1^{er}, du même Code, le collège communal est tenu d'utiliser un format de fichier informatique dont la structure permet l'importation directe des données qu'il contient dans une application afin d'effectuer différents traitements de ces données, et notamment l'élaboration de listes d'électeurs répondant à certains critères de sélection.

Chapitre V – Mentions

Art. 15 – § 1^{er} – Dans son acte de présentation, le candidat mentionne, après son identité complète, le nom sous lequel il souhaite être inscrit sur l'affiche prévue à l'article L4142-37, § 2, du même Code et sur les écrans des ordinateurs de vote. Le bureau de circonscription utilisera ces indications pour déterminer les mentions qui seront inscrites sur les écrans des ordinateurs de vote.

§ 2 – Il ne peut être mentionné qu'un seul prénom, un prénom composé devant être considéré comme un seul prénom.

Le prénom choisi doit être mentionné dans l'énumération des prénoms dans l'acte de naissance.

§ 3 – Pour autant que la mention de ce prénom différent n'ait pas pour effet de prêter à confusion avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et les écrans des ordinateurs de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur les écrans des ordinateurs de vote la mention choisie;

2° le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° le prénom qu'il souhaite voir figurer sur les écrans des ordinateurs de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix, un notaire, ou un bourgmestre; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur les écrans des ordinateurs de vote suivi de son prénom usuel.

§ 4 – L'identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

Chapitre 6 – Frais électoraux

Section 1^{re} – Dispositions générales

Art. 16 – § 1^{er} – La Province de Liège conclut les contrats nécessaires au règlement des frais électoraux visés à l'article 13 de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, et assure les règlements des créances. Elle procède ensuite auprès des communes de la région de langue allemande aux récupérations appropriées, au prorata des électeurs inscrits.

Toutefois, les communes de la région de langue allemande sont exclues de la répartition pour ce qui concerne la récupération des frais résultant du paiement des jetons de présence aux membres des bureaux de dépouillement communaux et provinciaux, la constitution de ceux-ci étant propre au vote manuel.

§ 2 – Les jetons de présence sont liquidés sur foi de la liste des membres présents du bureau électoral adressée par le président du bureau électoral concerné. Cette liste est établie conformément au modèle 10 annexé au présent arrêté.

§ 3 – Pour le paiement des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux, la Province de Liège conclut, selon les directives établies par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, un contrat portant exécution du paiement des jetons de présence au moyen de versements sur les comptes financiers des membres des bureaux électoraux.

§ 4 – Les membres des bureaux électoraux qui ont droit à une indemnité de déplacement transmettent leur déclaration de créance à la province. Cette déclaration de créance est établie conformément au modèle 11 annexé au présent arrêté et mentionne l'adresse de la province.

§ 5 – Les électeurs visés à l'article 17, et qui demandent le remboursement de leurs frais de déplacement, établissent leur déclaration de créance au moyen du modèle 12 annexé au présent arrêté, et mentionnent l'adresse de la province.

Sur la base d'une convention conclue entre la Province de Liège et la Société nationale des Chemins de fer belges, celle-ci facture à la province les frais résultant des déplacements effectués par les électeurs en question qui ont bénéficié d'un titre de transport gratuit. Elle mentionne sur ses factures le code provincial S.N.C.B. figurant sur les lettres de convocation.

§ 6 – La Province de Liège souscrit auprès d'une compagnie d'assurances une police destinée à garantir les dommages résultant des accidents survenus aux membres des bureaux électoraux et règle les dépenses concernées.

§ 7 – Les frais électoraux qui résultent des travaux et services nécessaires aux opérations électorales sont supportés dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

Section 2 – Remboursement des frais de déplacement à certains électeurs

Art. 17 – § 1^{er} – L'électeur visé à l'article L4135-4 du même Code peut s'adresser au directeur général de la Province de Liège pour obtenir le remboursement de ses frais de déplacement, dans les trois mois de l'élection.

La demande est établie sur une formule conforme au modèle 12 annexé au présent arrêté, à laquelle sont joints les documents suivants :

- 1° la lettre de convocation estampillée par le bureau de vote;
- 2° un certificat d'inscription dans les registres de la population s'il s'agit d'électeurs ne résidant plus dans la commune où ils doivent voter;
- 3° l'un des documents suivants :
 - a) une attestation de l'employeur établissant qu'ils sont rémunérés par lui s'il s'agit d'électeurs salariés ou appointés en mission à l'étranger ou exerçant leur profession dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
 - b) une attestation de la Direction de l'établissement d'enseignement constatant qu'ils y sont régulièrement inscrits s'il s'agit d'électeurs qui séjournent en raison de leurs études dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
 - c) une attestation de la Direction du centre d'accueil, de l'établissement hospitalier ou de la maison de santé constatant qu'ils y sont hébergés ou qu'ils s'y trouvent en traitement s'il s'agit d'électeurs séjournant, pour des raisons d'ordre médical ou de santé, dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
- 4° le cas échéant, le titre de transport en commun dont il a été fait usage.

§ 2 – Les frais sont remboursés sur la base du tarif des transports de voyageurs en deuxième classe, tel qu'il est appliqué par la Société nationale des chemins de fer belges le jour de l'élection.

§ 3 – Les électeurs qui, pour leur déplacement, font usage des lignes de la Société nationale des chemins de fer belges, peuvent, au lieu de solliciter le remboursement de leurs frais, obtenir un parcours gratuit en deuxième classe en produisant, à la station de départ, leur lettre de convocation à l'élection et leur carte d'identité, ainsi que l'un des documents prévus au § 1^{er}.

Le titre de transport délivré est valable du vendredi précédant le jour de l'élection jusqu'au dimanche suivant. Il ne peut servir au voyage de retour que sur production de la lettre de convocation, dûment estampillée par le bureau de vote.

Section 3 – Jeton de présence et indemnités en faveur des membres des bureaux

Art. 18 – § 1^{er} – Le montant de base du jeton de présence que les membres des bureaux électoraux perçoivent, pour chaque séance prévue par le même Code, est fixé à 12,50 euros.

§ 2 – Tenant compte de la charge et des responsabilités exercées par les présidents et les membres des bureaux de circonscription et de canton, le montant du jeton de présence est ajusté comme suit :

- pour les présidents des bureaux de circonscription et de canton, le montant de base du jeton de présence est multiplié par six;
- pour les membres des bureaux de circonscription et de canton, le montant de base du jeton de présence est multiplié par quatre.

§ 3 – Le montant de base des jetons de présence destinés aux présidents, membres, secrétaires et secrétaires adjoints des bureaux de vote est multiplié par 1,5.

Art. 19 – § 1^{er} – Les jetons de présence perçus par les membres des bureaux électoraux sont destinés à l'accomplissement de leur devoir civique et couvrent l'ensemble des réunions que ces bureaux doivent tenir conformément au même Code.

§ 2 – Pour les bureaux de vote, il s'agit de la séance prévue pour recevoir les électeurs venus exprimer leur vote.

§ 3 – Pour les bureaux de circonscription, il s'agit des séances relatives à la réception des actes de candidature, la vérification de la recevabilité des actes, l'arrêt provisoire des listes de candidats, la réception des réclamations contre des candidatures et des recours contre l'écartement de certaines listes de candidats, le dépôt des actes rectificatifs, l'arrêt définitif des listes de candidats, le tirage au sort provincial et communal, la formulation et la supervision de la réalisation des écrans de vote, les déclarations de groupement, la répartition des sièges entre les listes le jour du scrutin, la désignation des élus et des suppléants, et l'appareillement.

§ 4 – Pour les bureaux de canton, il s'agit des séances relatives à la formation des présidents des bureaux de vote et celle relative au recensement des votes.

Art. 20 – § 1^{er} – En dehors des séances énumérées à l'article 19, pour lesquelles seul le jeton de présence peut être réclamé, les membres des bureaux de circonscription et des bureaux de canton peuvent avoir à accomplir des tâches qui sont nécessaires afin de garantir le bon déroulement des élections, mais qui ne se rapportent pas à une séance du bureau. Ces tâches concernent, notamment, l'envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le même Code, y compris l'expédition des procès-verbaux, la procédure de désignation des membres des bureaux, les démarches accomplies en vue de procéder aux investigations quant à l'éligibilité des candidats, l'encodage numérique des listes et leur transmission, les corrections qui suivent la vérification par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone des doubles candidatures, la mise à jour des écrans de vote, la communication de la liste officielle des candidats aux bureaux de circonscription et aux déposants qui le demandent, ainsi que la communication des extraits du procès-verbal de recensement aux élus.

Pour effectuer ces tâches, le collège communal, à la demande du président du bureau de circonscription, met à la disposition de celui-ci, en application de l'article L4145-5, § 4, du même Code, le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission et fixe également le montant des indemnités qui en découlent.

§ 2 – Conformément à l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, les agents sous contrat de travail ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, en vue de l'accomplissement des obligations civiques le temps nécessaire, avec un maximum de cinq jours. Les agents statutaires de la fonction publique fédérale, régionale, communautaire, provinciale et communale bénéficient de dispositions similaires en vertu de leur statut respectif.

Ne peuvent donc faire l'objet d'une indemnisation que les tâches décrites au § 1^{er}, pour autant qu'elles se situent en dehors des heures de travail normales des membres des bureaux concernés dans l'exercice de leur profession.

§ 3 – La déclaration de créance se rapportant aux tâches effectuées conformément au § 1^{er} est adressée à l'administration de la Province de Liège, accompagnée du relevé des heures prestées et des pièces justificatives éventuelles. Cette déclaration est établie conformément au modèle 13 annexé au présent arrêté.

§ 4 – Toute demande d'indemnisation, conformément au § 2, pour une tâche qui ne serait pas mentionnée expressément dans la liste reprise au § 1^{er} du présent article, doit faire l'objet d'une attestation sur la base du modèle 14 annexé au présent arrêté justifiant de la nécessité de cette tâche dans la procédure électorale et de l'impossibilité de l'effectuer dans les heures de travail normales.

L'indemnisation des tâches sera opérée sur la base de cette déclaration de créance.

Art. 21 – Les frais réels engagés par les bureaux de circonscription et de canton dans l'exercice de leur mission font l'objet d'un remboursement sur la base d'une déclaration de créance modèle 15 en annexe, accompagnée de pièces justificatives, adressée à l'administration de la Province de Liège. Ces frais comportent les reproductions de documents, communications par télécopieur, frais d'appels téléphoniques, papeterie, transport des accessoires et autres frais semblables.

Section 4 – Remboursement des frais de déplacement aux membres des bureaux électoraux

Art. 22 – § 1^{er} – L'indemnité allouée aux membres des bureaux électoraux à titre de remboursement de leur frais de déplacements est fixée à 0,15 euro par kilomètre parcouru.

§ 2 – La déclaration de créance établie conformément au modèle 12 annexé au présent arrêté est adressée à l'administration de la Province de Liège dans les trois mois de l'élection.

Section 5 – Couverture des risques résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux

Art. 23 – § 1^{er} – La Province de Liège souscrit auprès d'une compagnie d'assurance une police destinée à garantir les dommages corporels résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux, lors des élections, tant dans l'exercice de leurs fonctions que sur le trajet aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 2 – Cette police d'assurance couvre les dommages corporels résultant des accidents dont sont victimes les membres des bureaux électoraux durant l'exécution de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 3 – Elle couvre également la responsabilité civile résultant des dommages causés par leur fait ou leur faute à des tiers dans l'exercice de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

Les assurés sont considérés comme tiers entre eux.

§ 4 - La notion de chemin aller-retour du domicile de l'assuré au lieu de réunion de son bureau est déterminée par référence à l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Art. 24 - § 1^{er} - Par assurés, il faut entendre :

1° les membres des bureaux centraux d'arrondissement, des bureaux principaux provinciaux, des bureaux de district, de canton et communaux ainsi que des bureaux de vote, à l'exclusion des témoins, mais y compris les assesseurs suppléants convoqués expressément par le président du bureau pour lequel ils ont été désignés;

2° pour la couverture du risque visé à l'article 23, § 2, les personnes visées au 1° ci-dessus ainsi que les agents de la Région wallonne et de la Communauté germanophone désignés par le Gouvernement wallon ou le Gouvernement de la Communauté germanophone pour collaborer à l'organisation des élections.

§ 2 - Les membres des bureaux électoraux qui sont soumis au régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, sont exclus de la garantie visée au § 1^{er}.

En cas d'existence d'une ou de plusieurs assurances s'appliquant en tout ou en partie aux mêmes risques que ceux couverts par le présent article, la police d'assurance visée au § 2 n'aura effet qu'à titre supplétif, après épuisement desdites assurances.

Art. 25 - § 1^{er} - La police d'assurance prend effet, selon les catégories de bureaux électoraux qui doivent être constitués, aux dates fixées pour leur première réunion par le même Code.

Elle expire à la date à laquelle ces bureaux ont accompli l'ensemble de leurs opérations.

§ 2 - La prime versée à l'assureur par application de la convention d'assurance fait l'objet d'une ristourne qui s'élève à la moitié de la différence entre quatre-vingt-cinq pour cent du montant de la prime et le montant des dépenses.

Par dépenses, il faut entendre les montants payés pour sinistre de même que les réserves pour sinistre restant éventuellement à régler.

Chapitre VII - Prix des copies de la liste indiquant la composition des bureaux de vote

Art. 26 - § 1^{er} - Conformément à l'article L4125-5, § 7, du même Code, le président du bureau communal transmet aux présidents des bureaux de vote, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, ainsi que des bureaux de vote. Ce tableau est établi conformément au modèle 16 annexé.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

§ 2 - La délivrance de ces copies se fait contre paiement :

1° de la somme de 1,50 euro par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant moins de 25 000 électeurs inscrits;

2° de la somme de 2 euros par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant 25 000 électeurs inscrits ou plus.

Si le nombre d'électeurs inscrits dans la commune ou le canton n'est pas connu au moment de l'introduction de la demande, le nombre d'électeurs inscrits lors des dernières élections servira de référence.

Chapitre VIII – Isoir et matériel électoral

Art. 27 – § 1^{er} – Dans chaque local de vote, les isoires sont aménagés et disposés de manière que chaque électeur soit soustrait à la vue et puisse procéder au vote sans intervention ni interruption.

§ 2 – Les principes auxquels se conforment les isoires sont les suivants :

1° la hauteur de l'isoir doit être suffisante pour empêcher les électeurs qui se trouvent dans des isoires contigus de voir le vote de leur voisin;

2° le plateau intérieur doit être assez large et profond pour que l'ordinateur de vote puisse y être installé.

§ 3 – La conception de l'isoir répond aux exigences suivantes :

1° une cloison dorsale d'environ 210 centimètres de hauteur;

2° deux cloisons latérales de la même hauteur;

3° une tablette réglable servant de pupitre;

4° une barre en acier pour une tenture;

5° une tenture.

Art. 28 – § 1^{er} – Dans chaque local de vote, au moins un isoir répond aux exigences suivantes :

1° il doit avoir une superficie minimale d'1 m². Une aire de rotation de 150 centimètres de diamètre est prévue dans l'isoir, pour permettre aux personnes se déplaçant en chaise roulante d'y accéder et pour laisser un espace suffisant à un accompagnateur éventuel;

2° la face supérieure de la tablette doit être placée à une hauteur de 85 centimètres au plus, avoir une largeur de 100 centimètres et une profondeur de 60 centimètres;

3° l'espace sous la tablette doit rester libre afin de permettre le bon positionnement des personnes se déplaçant en chaise roulante.

§ 2 – L'isoir adapté doit être installé au rez-de-chaussée, dans un local de vote ou à proximité, et de manière à permettre une circulation aisée des électeurs nécessitant une assistance et qui souhaitent en faire l'usage. Toutes les ruptures de niveau au rez-de-chaussée seront pourvues d'un plan incliné, provisoire ou non, assurant la circulation aisée tout en garantissant la sécurité des passants.

§ 3 – Les collèges communaux convoquent les électeurs nécessitant une assistance dans les bâtiments de leur commune les mieux adaptés à leurs besoins.

Chapitre IX – Dispositions finales

Art. 29 – Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Art. 30 – Le ministre compétent en matière de Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme
I. WEYKMANS

Annexe à l'arrêté du Gouvernement relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Modèle 1 Texte des instructions pour les électeurs

1° Heures d'ouverture du bureau de vote

Les participants sont admis au vote de 8 à 15 heures. Toutefois, tout électeur se trouvant à 15 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

2° Électeurs admis au vote

L'électeur belge est admis à voter pour élire les conseillers communaux et provinciaux.

Les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne et les ressortissants d'États tiers bénéficient du droit de vote exclusivement pour les élections communales dès lors qu'ils sont munis de leur lettre de convocation mentionnant respectivement la lettre « C » ou « E ».

3. Présentation des électeurs au bureau de vote

Les électeurs se présentent à l'entrée du local de vote munis de leur lettre de convocation et de leur carte d'identité.

L'électeur qui se présente avec un couvre-chef pour un motif religieux ou médical indéniable, doit veiller, comme sur sa carte d'identité, à ce que son visage soit entièrement dégagé, à savoir : le front, les joues, les yeux, le nez et le menton.

4° Électeurs se faisant accompagner

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de l'élection.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal. La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance et adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

5° Vérification dans le registre de scrutin et éventuelles non-admissions

Le secrétaire pointe le nom de l'électeur sur une copie du registre de scrutin.

Le président, ou un assesseur qu'il désigne, vérifie la concordance des énonciations reprises sur la deuxième copie du registre de scrutin avec les mentions de la lettre de convocation et de la carte d'identité.

Si l'électeur est admis au vote, son nom est pointé sur cette copie également.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

À défaut d'inscription au registre de scrutin, nul n'est admis à prendre part au vote s'il ne produit pas soit une décision du collège des bourgmestre et échevins ou un extrait d'un arrêt de la cour d'appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que l'intéressé possède la qualité d'électeur.

Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur le registre électoral, mais qui sont admis au vote par le bureau, voient leur nom reporté sur les deux copies du registre.

Les personnes qui apportent la preuve de leur nationalité belge, et qui répondent par ailleurs aux autres conditions d'électorat, sont admises à l'ensemble des scrutins sur présentation de documents probants.

Malgré l'inscription sur le registre des électeurs, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs dont le collège des bourgmestre et échevins ou la cour d'appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt. Un extrait de cette décision, ou de cet arrêt doit être produit.

De même, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs exclus ou suspendus de leurs droits électoraux et dont l'incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance.

Le bureau ne peut enfin admettre les électeurs à l'égard desquels il serait justifié soit par des documents, soit par leur aveu, qu'ils n'ont point, au jour de l'élection, l'âge requis pour voter ou qu'ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou une autre commune.

6° Remise de la carte à puces

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, une carte à puces destinée au vote.

Les électeurs dont le vote se limite aux élections communales reçoivent une carte à puces validée et adaptée de telle sorte qu'ils puissent uniquement voter pour l'élection du conseil communal.

7° Entrée dans l'isoloir

L'électeur se rend directement dans un des isoloirs et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

L'électeur visé au 4° peut se faire accompagner d'un accompagnant. Le nom de l'un et de l'autre est mentionné au procès-verbal. À défaut d'avoir opté pour un accompagnant de son choix, l'électeur qui éprouve des difficultés à exprimer son vote peut se faire assister par le président ou par un autre membre du bureau désigné par lui, à l'exclusion de témoins ou de toute autre personne.

Si le président ou un autre membre du bureau conteste la réalité de ces difficultés, le bureau statue et sa décision motivée est inscrite au procès-verbal.

Si un certificat médical est présenté en appui de la demande, il sera joint au procès-verbal.

8° Expression du vote

Pour exprimer son vote, il introduit d'abord la carte à puces dans la fente prévue à cet effet au lecteur de cartes de l'ordinateur de vote.

En premier lieu, l'électeur détermine en appuyant sur l'écran tactile la langue dans laquelle il souhaite exprimer ses votes.

L'électeur belge exprime d'abord son suffrage pour l'élection du conseil provincial et, après avoir confirmé celui-ci, il exprime son suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'il confirme également.

Les électeurs dont le vote est limité aux élections communales expriment leur suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'ils confirment.

Pour chaque élection :

- l'électeur indique la liste en faveur de laquelle il souhaite voter en appuyant sur l'écran tactile dans la zone de la liste choisie et il confirme ce choix. Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran tactile affiche pour cette liste, les nom et prénoms des candidats, précédés de leur numéro d'ordre;
- si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qu'il soutient, il appuie sur le point clair de la case placée en tête de liste, sur la partie supérieure gauche de l'écran et il confirme ce choix;
- sinon, il marque un vote nominatif pour un ou plusieurs candidats de cette liste en appuyant successivement sur la case placée à côté du nom de ce ou de ces candidats. À cet effet, il appuie n'importe où sur la case de vote d'un ou plusieurs candidats; la case de chaque candidat choisi devient grisée. Il confirme ce choix.

9° Impression du bulletin et dépôt dans l'urne

- Après avoir confirmé son vote pour une ou plusieurs élections, l'électeur prend le bulletin de vote qui est imprimé par l'ordinateur et plie régulièrement et durablement celui-ci en deux parties, face imprimée vers l'intérieur. Il reprend ensuite sa carte à puces. Il peut opter ou non pour la visualisation des suffrages qu'il a exprimés. À cette fin, l'électeur lit le code-barres de son bulletin avec le lecteur présent dans un des isolements du bureau de vote; il ne peut toutefois plus apporter de modification aux votes qu'il a exprimés.

L'électeur se dirige vers l'urne avec son bulletin de vote toujours plié en deux, face imprimée vers l'intérieur. Si un autre électeur est déjà présent devant l'urne afin d'y enregistrer son bulletin de vote, l'électeur doit patienter dans la zone d'attente. L'électeur remet ensuite la carte à puce au président du bureau ou à l'assesseur désigné par celui-ci, scanne le code-barres de son bulletin et insère enfin celui-ci dans l'urne. Il reçoit en retour

sa carte d'identité ainsi que sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué.

10° Éventuelle annulation du bulletin de vote

Le bulletin de vote est annulé :

- a) si l'électeur déplie son bulletin de vote en sortant du compartiment-isoloir, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. Il en est de même si l'électeur a apporté extérieurement des marques ou des inscriptions sur son bulletin de vote;
- b) si, à la suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré le bulletin de vote qui lui a été remis;
- c) si, pour une raison technique quelconque, l'impression du bulletin de vote s'est révélée impossible totalement ou en partie;
- d) si, lors d'une visualisation par l'électeur à l'écran du contenu du code-barres, celui-ci constate une différence entre cette visualisation apparaissant à l'écran et la mention du vote émis telle qu'imprimée sur le bulletin de vote;
- e) si la lecture du code-barres par l'urne électronique n'est pas possible.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'électeur est invité à recommencer son vote au moyen d'une nouvelle carte à puce. De même si un électeur a détérioré, avant son vote, par inadvertance la carte à puce qui lui a été remise, il lui est fourni une nouvelle carte à puce.

11° Sanctions pénales – Obligation de vote

Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix, avec les justifications nécessaires.

Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses, d'accord avec le procureur du Roi.

Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu.

Une première absence non justifiée est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de cinq à dix euros.

En cas de récidive, l'amende sera de dix à vingt-cinq euros.

Il ne sera pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

L'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

Le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné.

La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale.

12° Sanctions pénales – Captation des suffrages

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis en cas de vote par procuration.

2° distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent également de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° donner procuration en application de l'article L4132-1, § 1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en l'absence des conditions requises à cet effet;

2° ayant donné procuration, laisser voter son mandataire malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'exercice du vote par procuration;

3° voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote;

4° accepter ou donner plusieurs mandats en application du vote par procuration;

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter dans un local de vote en violation des articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2° voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différentes communes ou locaux.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende de vingt-six à deux cents euros.

Modèle 2 – Lettre de convocation à utiliser pour les élections des conseils provinciaux et communaux et destinée aux électeurs belges.

CODE SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL – COMMUNE de/ VILLE de	DISTRICT ÉLECTORAL DE	PROVINCE
----------------------------	--	-----------------------------	----------

ÉLECTIONS DU 14 OCTOBRE 2018 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL
PROVINCIAL ET DU CONSEIL COMMUNAL

LOI ÉLECTORALE

LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs :

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE
14 octobre 2018 entre 8 heures et 15 heures, munie(e)
de la présente lettre de convocation et de votre carte
d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre
bureau de vote pour procéder à l'élection de :
..... conseillers provinciaux (3) et
conseillers communaux (3)

NOM, PRÉNOM(S)
SEXE (2)

RÉSIDENCE PRINCIPALE

Local :
Adresse :

Bureau n° :

Pour le collège communal

Le directeur général,

Le bourgmestre

N. B. :

- 1° À partir du septante-cinquième jour suivant les élections communales, provinciales et de secteur, un exemplaire du rapport du président du tribunal de première instance de Namur sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance de Namur, où il peut être consulté par tous les candidats et les électeurs inscrits sur le registre des électeurs, sur présentation de leur convocation au scrutin.
- 2° À partir du trente-et-unième jour, après les élections, les déclarations de dépenses électorales des candidats peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée sur présentation de leur convocation au scrutin.

Les déclarations de dépenses électorales sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent-vingt-et-unième jour qui suit les élections.

Si une plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4), ou une réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, est introduite dans les cent-vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi ou à la Commission régionale de contrôle. Si aucune plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du code, ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, ne sont déposées dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats.

- 3° Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le Gouvernement.

À reproduire au verso de la convocation :

- les instructions pour l'électeur;
- le texte de l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4).

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province du Brabant wallon : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099020
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Hainaut : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099121
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Liège : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099222
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Luxembourg : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099424
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Namur : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099525
Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Faire précéder le nom de « M. » pour un électeur masculin et de « Mme » pour un électeur féminin.

(3) Indiquer le nombre de membres à élire.

(4) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 3 – Lettre de convocation à utiliser pour l'élection des conseils communaux et destinée aux électeurs européens et extra-européens.

CODE SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL – COMMUNE de/ VILLE de	DISTRICT ÉLECTORAL DE	PROVINCE
----------------------------	--	-----------------------------	----------

ÉLECTION DU 14 OCTOBRE 2018 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL
LOI ÉLECTORALE

LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs :

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE
14 octobre 2018 entre 8 heures et 15 heures, munie(e)
de la présente lettre de convocation et de votre carte
d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre
bureau de vote pour procéder à l'élection de :
..... conseillers communaux (3).

NOM, PRÉNOM(S) SEXE (2)
RÉSIDENCE PRINCIPALE

Local :	Adresse :	Bureau n° :
---------------	-----------------	-------------------

Pour le collège communal

Le directeur général,

Le bourgmestre

N. B.:

- 1° À partir du septante-cinquième jour suivant les élections communales, provinciales et de secteur, un exemplaire du rapport du président du tribunal de première instance de Namur sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance de Namur, où il peut être consulté par tous les candidats et les électeurs inscrits sur le registre des électeurs, sur présentation de leur convocation au scrutin.
2. À partir du trente-et-unième jour, après les élections, les déclarations de dépenses électorales des candidats peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée sur présentation de leur convocation au scrutin.
Les déclarations de dépenses électorales sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent-vingt-et-unième jour qui suit les élections.

Si une plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4), ou une réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, est introduite dans les cent-vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi ou à la Commission régionale de contrôle. Si aucune plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du code, ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, ne sont déposées dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats.

- 3° Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le Gouvernement.

À reproduire au verso de la convocation :

- les instructions pour l'électeur;
- le texte de l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4).

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province du Brabant wallon : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099020
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Hainaut : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099121
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Liège : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099222
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Luxembourg : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099424
Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Namur : CODE SNCB : 098
Numéro d'organisme 099525
Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Faire précéder le nom de «M.» pour un électeur masculin et de «Mme» pour un électeur féminin.

(3) Indiquer le nombre de membres à élire.

(4) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 4 - Texte à apposer au dos des lettres de convocation.

INSTRUCTIONS POUR L'ÉLECTEUR

Les participants sont admis au vote de 8 à 15 heures. Toutefois, tout électeur se trouvant à 15 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de l'élection.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur. Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, une carte à puces destinée au vote.

Les électeurs dont le vote se limite aux élections communales reçoivent une carte à puces validée et adaptée de telle sorte qu'ils puissent uniquement voter pour l'élection du conseil communal.

L'électeur se rend directement dans un des isoloirs et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

Pour exprimer son vote, il introduit d'abord la carte à puces dans la fente prévue à cet effet au lecteur de cartes de l'ordinateur de vote.

L'électeur belge exprime d'abord son suffrage pour l'élection du conseil provincial et, après avoir confirmé celui-ci, il exprime son suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'il confirme également.

Les électeurs dont le vote est limité aux élections communales expriment leur suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'ils confirment.

Pour chaque élection :

- l'électeur indique la liste en faveur de laquelle il souhaite voter en appuyant sur l'écran tactile dans la zone de la liste choisie et il confirme ce choix. Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran tactile affiche pour cette liste, les nom et prénoms des candidats, précédés de leur numéro d'ordre;
- si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qu'il soutient, il appuie sur le point clair de la case placée en tête de liste, sur la partie supérieure gauche de l'écran et il confirme ce choix;
- sinon, il marque un vote nominatif pour un ou plusieurs candidats de cette liste en appuyant successivement sur la case placée à côté du nom de ce ou de ces candidats. À cet effet, il appuie n'importe où sur la case de vote d'un ou plusieurs candidats; la case de chaque candidat choisi devient grisée. Il confirme ce choix.

Après avoir confirmé son vote pour une ou plusieurs élections, l'électeur prend le bulletin de vote qui est imprimé par l'ordinateur et plie régulièrement et durablement celui-ci en deux parties, face imprimée vers l'intérieur. Il reprend ensuite sa carte à puces. Il peut opter ou non pour la visualisation des suffrages qu'il a exprimés. À cette fin, l'électeur lit le code-barres de son bulletin avec le lecteur présent dans un des isoloirs du bureau de vote; il ne peut toutefois plus apporter de modification aux votes qu'il a exprimés.

L'électeur se dirige vers l'urne avec son bulletin de vote toujours plié en deux, face imprimée vers l'intérieur. Si un autre électeur est déjà présent devant l'urne afin d'y enregistrer son bulletin de vote, l'électeur doit patienter dans la zone d'attente. L'électeur remet ensuite la carte à puce au président du bureau ou à l'assesseur désigné par celui-ci, scanne le code-barres de son bulletin et insère enfin celui-ci dans l'urne. Il reçoit en retour sa carte d'identité ainsi que sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué.

Le bulletin de vote est annulé :

- a) si l'électeur déplie son bulletin de vote en sortant du compartiment-isoloir, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. Il en est de même si l'électeur a apporté extérieurement des marques ou des inscriptions sur son bulletin de vote;
- b) si, à la suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré le bulletin de vote qui lui a été remis;
- c) si, pour une raison technique quelconque, l'impression du bulletin de vote s'est révélée impossible totalement ou en partie;
- d) si, lors d'une visualisation par l'électeur à l'écran du contenu du code-barres, celui-ci constate une différence entre cette visualisation apparaissant à l'écran et la mention du vote émis telle qu'imprimée sur le bulletin de vote;
- e) si la lecture du code-barres par l'urne électronique n'est pas possible.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'électeur est invité à recommencer son vote au moyen d'une nouvelle carte à puce. De même si un électeur a détérioré, avant son vote, par inadvertance la carte à puce qui lui a été remise, il lui est fourni une nouvelle carte à puce.

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4132-1 – § 1^{er} – Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a. est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale;

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2 - Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3 - La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

§ 4 - Peut voter le mandataire qui remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au paragraphe 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne « a voté par procuration ».

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 5 – Formulaire de procuration

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Annexe : un certificat

Éventuellement un acte de notoriété

Je soussigné(e) (nom et prénoms),
né(e) le
résidant à Rue Numéro Boite
numéro d'identification au registre national des personnes physiques :
inscrit(e) comme électeur(ice) dans la commune de
donne procuration à (nom et prénoms)
né(e) le
résidant à Rue Numéro Boite
pour voter en mon nom et pour mon compte aux élections du 14 octobre 2018. Pour la
raison suivante (1) :

- () Je suis, pour cause de maladie ou d'infirmité de moi-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, dans l'incapacité de me rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Je joins un certificat médical.
- () Je suis, pour des raisons professionnelles ou de service :
 - a) retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de ma famille ou de ma suite, qui résident avec moi;
 - b) me trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont je dépends.
- () Je suis un indépendant, l'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable que j'effectue auprès de mon administration communale.
- () J'exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain (les membres de ma famille habitant avec moi peuvent de même donner procuration). Je joins un certificat du bourgmestre de la commune où je suis inscrit au registre de population.
- () Je me trouve, au jour du scrutin, dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire. Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé.
- () En raison de mes convictions religieuses, je me trouve dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins une attestation délivrée par les autorités religieuses.
- () Je suis étudiant(e) et, pour des motifs d'étude, me trouve dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins un certificat de la direction de l'établissement que je fréquente.
- () Je serai, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, absent de mon domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et me

trouverai dès lors dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins un certificat de l'organisation de voyages ou un certificat délivré par le bourgmestre de mon domicile.

Le mandataire, s'il est candidat, atteste sur l'honneur (2) :

- () soit se porter mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile;
- () soit se porter mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, mais dont le lien de parenté est établi jusqu'au troisième degré.

Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le mandant,
(signature)

Le mandataire,
(signature)

(3) Je soussigné, bourgmestre de la commune de atteste par la présente que le mandant et le mandataire précités y sont tous deux inscrits au registre de la population et que (nom du/de la mandataire) est le/la (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance) de..... (nom du mandant).

Sceau de la commune
(signature du bourgmestre)

(4) Je soussigné, bourgmestre de la commune de atteste par la présente que (nom du mandataire) y est inscrit au registre de la population et certifie, sur le vu de l'acte de notoriété qui m'a été présenté, que le précité est le/la (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance) de (nom du mandant).

Sceau de la commune
(signature du bourgmestre)

(1) Cocher la ou les case(s) adéquate(s).

(2) Cocher la ou les case(s) adéquate(s).

(3) Cette rubrique est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits.

(4) Cette rubrique est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandataire est inscrit, lorsque le mandant a sa résidence principale dans une autre commune.

Remarque : aucune des rubriques (3) et (4) n'est à compléter lorsque le mandant se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de ses convictions religieuses et est à même de produire à cet effet une attestation émanant des autorités religieuses dont il relève.

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4132-1 – § 1^{er} – Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a. est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale;

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2 – Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3 - La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

§ 4 - Peut voter le mandataire qui remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au paragraphe 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne « a voté par procuration ».

Art. L4143-20 - § 6 - Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés à l'article L4132-1, § 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne « a voté par procuration ».

Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article L4143-25, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 6 – Attestation du bourgmestre – Procuration en cas de séjour à l'étranger pour des raisons autres que professionnelles

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Commune :

Je soussigné, bourgmestre de la commune de, atteste par la présente, après avoir pris connaissance des justificatifs qui m'ont été soumis, que M./Mme (nom et prénoms), résidant n°, rue portant le n° d'identification au Registre national des personnes physiques, inscrit(e) comme électeur (rice) sous le numéro, est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, à savoir en (nom du pays) non motivé par des raisons professionnelles ou de service.

L'intéressé(e), qui a introduit sa demande avant le (date de la demande) remplit dès lors les conditions prévues par l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1), pour mandater un autre électeur à l'effet de voter en son nom et pour son compte.

. Fait à (lieu)....., le..... (date)

Sceau de la commune
(signature du bourgmestre)

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

L4132-1 – § 1^{er} – Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

[...] 7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages.

Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur.

Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 7 – Demande d'accompagnement

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Je soussigné(e), (nom et prénoms),
né(e) le,
résidant à Rue Numéro Boite,
numéro d'identification au registre national des personnes physiques :,
inscrit(e) comme électeur(rice) dans la commune de,
déclare vouloir faire usage de la faculté qui m'est donnée de me faire accompagner, en
vue des élections du 14 octobre 2018.

Par M./Mme (nom et prénoms)
né(e) le,
résidant à Rue Numéro Boite,
numéro d'identification au registre national des personnes physiques :,
inscrit(e) comme électeur(rice) dans la commune de

Le mandataire, s'il est candidat, atteste sur l'honneur (1) :

- () soit se porter accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile;
- () soit se porter accompagnant auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, mais dont le lien de parenté est établi jusqu'au troisième degré.

. Fait à (lieu)....., le..... (date)

L'électeur(trice)
(signature)

L'accompagnant
(signature)

(1) Cocher la ou les case(s) adéquate(s).

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4133-2 – § 1^{er} – L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de l'élection.

Justifient d'un besoin d'accompagnement :

1° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement mental ou de l'apprentissage;

- 2° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement physique;
- 3° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement sensoriel;
- 4° les personnes qui connaissent des difficultés d'ordre psychique;
- 5° les personnes qui connaissent des difficultés suite à une maladie chronique ou dégénérative;
- 6° les personnes dont la langue maternelle n'est pas une des langues prévues à l'article 4 de la Constitution, quand cela a pour conséquence des difficultés de lecture.

§ 2 - L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Aucun accompagnant ne peut assister plus d'un électeur.

Un candidat peut être désigné accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

§ 3 - La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance et adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation. Le président de bureau mentionne sur la convocation de l'accompagnant « a exercé le rôle d'accompagnant ».

§ 4 - Le président du bureau de vote expulse l'accompagnant qui enfreint le prescrit des paragraphes précédents.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 8 – Demande de délivrance d'exemplaires ou copies du registre des électeurs à un parti

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : District électoral :
Canton électoral : Commune :

Monsieur le Bourgmestre,

Nous soussignés, M./Mme, électeurs de la commune ou du district, et mandatés par le parti, nous engageons à présenter une liste de candidats pour les élections communales et/ou provinciales (1) du 14 octobre 2018 dans la circonscription électorale de (2) et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Nous demandons par conséquent la délivrance de copie(s) ou exemplaire(s) du registre des électeurs communaux et/ou provinciaux (3) de votre commune.

Nous souhaitons obtenir les copies ou exemplaires sur support papier/informatique (4) et nous déclarons autoriser M./Mme à recevoir ces copies en notre nom.

Nous reconnaissons avoir pris connaissance des interdictions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et reproduites au verso du présent document, et nous nous engageons à nous y conformer.

Fait à (lieu)....., le..... (date)
(Signature(s))

-
- (1) Biffer les mentions non applicables.
 - (2) Indiquer le nom de la commune pour les élections communales et du district pour les élections provinciales.
 - (3) Biffer les mentions non applicables.
 - (4) Biffer les mentions non applicables.

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4122-5 – § 1^{er} – Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la

xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre. Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le Gouvernement

§ 2 – Chaque parti politique visé au § 1^{er} peut obtenir deux exemplaires ou copies de ce registre à titre gratuit, sur support papier ou sur le support informatisé visé au § 1^{er}, au choix du parti, pour autant qu'il dépose d'une liste de candidats aux élections dans la commune.

La délivrance d'exemplaires ou de copies supplémentaires est faite contre paiement du prix coûtant à déterminer par le collège communal.

Si le parti ne présente pas de liste de candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

[...]

§ 6 – Le collège communal ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux §§ 1^{er}, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent faire mention de leur numéro d'identification au Registre national des personnes physiques.

Art. L4122-34 – § 1^{er} – Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à cinq-cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2 – Les peines encourues par les complices des infractions visées au § 1^{er} n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 9 – Demande de délivrance d'exemplaires ou copies du registre des électeurs à un candidat

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : District électoral :
Canton électoral : Commune :

Monsieur le Bourgmestre,

Je soussigné, M/Mme candidat à l'élection communale et/ou provinciale (1) dans la circonscription de (2), demande la délivrance de copie(s) ou exemplaire(s) du registre des électeurs communaux et/ou provinciaux (3) de votre commune.

Je m'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Je souhaite obtenir ces copies ou exemplaire sur support papier/informatique (4).

Je reconnais avoir pris connaissance des interdictions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et reproduites au verso du présent document, et je m'engage à m'y conformer.

Fait à (lieu)....., le..... (Date)
(signature)

(1) Biffer les mentions non applicables.

(2) Indiquer le nom de la commune pour les élections communales et du district pour les élections provinciales.

(3) Biffer les mentions non applicables.

(4) Biffer les mentions non applicables.

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4122-5 – § 1^{er} – Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre. Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le Gouvernement
[...]

§ 3 – Toute personne figurant comme candidat sur un acte de présentation déposé en vue de l'élection peut obtenir, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et sur le support informatique visé au § 1^{er}, pour autant qu'elle en ait fait la demande par lettre recommandée au Bourgmestre et qu'elle s'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Le collège communal vérifie, au moment de la délivrance, que l'intéressé est présenté comme candidat à l'élection.

Si le demandeur est ultérieurement rayé de la liste des candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

[...]

§ 6 – Le collège communal ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux §§ 1^{er}, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent faire mention de leur numéro d'identification au Registre national des personnes physiques.

Art. L4122-34 – § 1^{er} – Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à cinq-cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2 – Les peines encourues par les complices des infractions visées au § 1^{er} n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Modèle 10 – Liste des membres du bureau électoral en vue du paiement des jetons de présence.

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province :

Canton électoral : Commune :

Bureau de vote n° :

Date de la séance :

Liste en vue du paiement, par virement bancaire, des jetons de présence aux membres du bureau électoral

Lisez attentivement les instructions en bas de page avant de remplir ce formulaire.

Les soussignés, président, secrétaire et assesseurs du bureau électoral susmentionné, déclarent que les données figurant ci-dessous sont exactes.

NUMÉRO DE REGISTRE NATIONAL (1)	NOM ET PRÉNOM (2) et FONCTION (3)	NUMÉRO DE COMPTE	MON TANT (EUR)	SIGNATURE
	P			
	S			
	A			
	A			
	A			
	A			
Total Personnes :				Montant total : EUR

Le président de ce bureau électoral confirme la présence des personnes dont les noms figurent sur cette liste (téléphone du Président : /).

Le secrétaire,
(signature)

Les assesseurs,
(signature)

Le président,
(signature)

-
- (1) Ce numéro est renseigné au verso de la carte d'identité.
 - (2) Les nom et prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).
 - (3) En ce qui concerne la fonction, il y a lieu de lire comme suit : P pour le président, A pour les assesseurs et S pour le secrétaire.

Instructions à suivre

- 1° Pour permettre un paiement rapide, les membres du bureau mentionnent de façon claire et précise leurs coordonnées, spécialement leur numéro de compte.
- 2° Ce document est à établir en double exemplaire :
 - le premier est à remettre le jour du scrutin au président du bureau de canton A et sera remis, le lundi matin suivant les élections, au percepteur des postes;
 - le second est à conserver par le président du bureau.
- 3° Le numéro de registre national permet l'inscription au dossier population des membres du bureau électoral du nombre de fois où ils ont siégé en une telle qualité.

Modèle 11 – Remboursement des frais de déplacement des membres du bureau électoral

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province :

Canton électoral : Commune :

Bureau de vote n° :

À transmettre à (adresse de l'administration provinciale)

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE
FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VÉRIFIEZ VOTRE NUMÉRO DE COMPTE !

Le (La) soussigné(e) : (nom et prénoms),

Tél. ou GSM n°

Adresse	Code postal	Commune
---------	-------------	---------

Fonction au sein du bureau	Numéro de compte
----------------------------	------------------

Déclare qu'il lui est dû le remboursement des frais de déplacement effectué pour les élections entre les communes suivantes :

Départ (commune où se situe le bureau électoral de l'intéressé(e))	Destination
--	-------------

Nombre de kilomètres parcourus	Nombre de déplacements	Raison des déplacements
--------------------------------	------------------------	-------------------------

À rembourser :

..... km x 0,15 euro, soit

..... euros
Total

La somme est à verser au compte indiqué ci-dessus.

Cette déclaration de créance doit être transmise au plus tard le 14 janvier 2019 à l'adresse de l'administration provinciale mentionnée ci-dessus.

Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le Président du bureau,
(signature)

La personne concernée,
(signature)

Modèle 12 – Remboursement des frais de déplacement des électeurs

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

À transmettre à (adresse de l'administration provinciale)

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE
FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VÉRIFIEZ VOTRE NUMÉRO DE COMPTE !

Le (La) soussigné(e) : (nom et prénoms),
Tél. ou GSM n°

Adresse	Code postal	Commune
---------	-------------	---------

Numéro de compte

Déclare qu'il lui est dû le remboursement des frais de déplacement effectué pour les élections entre les communes suivantes :

Départ (commune où se situe le bureau électoral de l'intéressé(e))	Destination
--	-------------

pour lui/elle-même et les personnes suivantes, membres de la famille, également électeurs, au nombre de

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

.....
Nom et Prénom(s)

Motif du déplacement (1) :

() Changement de résidence

() Salariés ou appointés exerçant leur profession à l'étranger ou dans une autre commune que celle où ils doivent voter, ainsi que les membres de leur famille

() Étudiants séjournant, en raison de leurs études, dans une commune autre que celles où ils doivent voter

() Séjour dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé située dans une autre commune que celle où l'électeur doit voter

À rembourser :

..... km x 0,15 euro, soit

..... euros
Total

La somme est à verser au compte indiqué ci-dessus.

Cette déclaration de créance doit être transmise au plus tard le 14 janvier 2019 à l'adresse de l'administration provinciale mentionnée ci-dessus.

Fait à (lieu)....., le..... (date)
(signature)

(1) Cocher la ou les case(s) adéquate(s).

Province : ,18PFA40011800P015;22-out-603003agwax,yr-dt-03-00-0000

Canton électoral : Commune :

Transmis à l'administration provinciale du ressort du bureau de circonscription ou de canton, le 20....

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE
FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VÉRIFIEZ VOTRE NUMÉRO DE COMPTE !

Le (la) soussigné(e) : (nom et prénoms),
Tél. ou GSM n°

Adresse	Code postal	Commune
10 rue de la République	91000	Evry-Courcouronnes
15 avenue de la Liberté	91000	Evry-Courcouronnes
20 boulevard de la République	91000	Evry-Courcouronnes
25 rue de la République	91000	Evry-Courcouronnes
30 avenue de la Liberté	91000	Evry-Courcouronnes
35 boulevard de la République	91000	Evry-Courcouronnes
40 rue de la République	91000	Evry-Courcouronnes
45 avenue de la Liberté	91000	Evry-Courcouronnes
50 boulevard de la République	91000	Evry-Courcouronnes
55 rue de la République	91000	Evry-Courcouronnes
60 avenue de la Liberté	91000	Evry-Courcouronnes
65 boulevard de la République	91000	Evry-Courcouronnes
70 rue de la République	91000	Evry-Courcouronnes
75 avenue de la Liberté	91000	Evry-Courcouronnes
80 boulevard de la République	91000	Evry-Courcouronnes
85 rue de la République	91000	Evry-Courcouronnes
90 avenue de la Liberté	91000	Evry-Courcouronnes
95 boulevard de la République	91000	Evry-Courcouronnes

[illegible]

1. Envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, y compris l'expédition des procès-verbaux
() OUI () NON
Durée : heures.

2. Désignation des membres des bureaux
() OUI () NON
Durée : heures.

3. Investigations quant à l'éligibilité des candidats
() OUI () NON
Durée : heures.

4. Encodage numérique des listes et leur transmission
() OUI () NON
Durée : heures.

5. Correction des doubles candidatures suite à la vérification par le Gouvernement
() OUI () NON
Durée : heures.

6. Rédaction et envoi du rapport d'impression.
() OUI () NON
Durée : heures.

7. Communication de la liste officielle des candidats aux candidats et aux déposants qui le demandent

() OUI () NON

Durée : heures.

8. Autre (mentionner la nature de la/les prestation(s)) :

Je joins à la présente, pour chacune des prestations visées ci-dessus, les pièces justificatives éventuelles.

Par ailleurs, je joins à la présente le justificatif, modèle 14, attestant de la nécessité de la tâche visée au 8°.

Le président de ce bureau électoral atteste de l'exactitude de cette déclaration.

Certifié sincère et complet

Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le président,
(signature)

Le déclarant,
(signature)

Modèle 14 – Attestation justifiant de la nécessité d'une tâche exceptionnelle spécifique (à annexer au modèle 13)

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province :

Canton électoral : Commune :

Bureau communal / de district / de canton (biffer la mention inutile)

Le (la) soussigné(e) : (nom et prénoms),

Déclare avoir effectué la ou les tâche(s) suivante(s) :

Cette tâche était justifiée en raison des motifs suivants :

Il m'était par ailleurs impossible d'effectuer cette tâche durant mes heures de travail normales pour les motifs suivants :

Certifié sincère et complet

. Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le déclarant,
(signature)

Modèle 15 – Déclaration de créance afférente aux frais réels des membres des bureaux de circonscription et de canton.

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province :

Canton électoral : Commune :

Bureau communal / de district / de canton (biffer la mention inutile)

Transmis à l'administration provinciale du ressort du bureau de circonscription ou de canton, le 20....

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VÉRIFIEZ VOTRE NUMÉRO DE COMPTE !

Le (la) soussigné(e) : Président / Secrétaire / Assesseur
(biffer la mention inutile) du bureau, tél. ou GSM n°

Adresse	Code postal	Commune
---------	-------------	---------

Montant	Numéro de compte (Le compte doit correspondre au nom indiqué)	Signature
---------	---	-----------

Déclare qu'il m'est dû le remboursement de frais réels, pour le montant global spécifié ci-dessus, et afférents aux tâches suivantes :

1. Reproduction de documents
() OUI () NON
pour un montant de euros;
2. Communications par télécopieur
() OUI () NON
pour un montant de euros;
3. Appels téléphoniques
() OUI () NON
pour un montant de euros;
4. Papeterie
() OUI () NON
pour un montant de euros;
5. Transport des accessoires
() OUI () NON
pour un montant de euros;
6. Autres frais semblables
() OUI () NON
pour un montant de euros;

Origine et justification de ces frais :

Je joins à la présente, pour chacun des frais visés ci-dessus, les pièces justificatives éventuelles.

Le président du bureau électoral atteste de l'exactitude de cette déclaration.

Certifié sincère et complet

Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le président,
(signature)

Le déclarant,
(signature)

Modèle 16a – Tableau de composition du bureau de canton

Province : District électoral :
Canton électoral : Commune :

Le Président du bureau de canton atteste que le bureau de canton est composé comme suit :

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					

Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le Président du bureau de canton,
(signature)

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4125-7 - § 1^{er} – Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2 – Il est présidé par :

- 1° le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;
- 2° le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;
- 3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3, § 2.

Le président du bureau de district communique immédiatement au Gouvernement l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés.

Art. L4125-5 - § 1^{er} - Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

[Pour les désignations d'assesseurs et assesseurs suppléants, il est également tenu compte de la liste des volontaires dont question à l'article L4122-7, § 1^{er}(2).]

§ 2 - À la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6^o de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente [ainsi que la liste des volontaires prévue à l'article L4122-7, § 1^{er}(2).]

§ 3 - Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

[...]

§ 7 - Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communaux.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8 - Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection. Le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du Gouvernement; il ne peut excéder 2,48 euros.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

(2) Pour les élections provinciales.

Modèle 16b – Tableau de composition du bureau communal et des bureaux de vote

Province : District électoral :
Canton électoral : Commune :

Le Président du bureau communal atteste que le bureau communal et les bureaux de vote sont composés comme suit (1) :

Bureau communal

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					

Bureau de vote n° (2), siégeant à (3)

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Secrétaire adjoint (4)					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeurs					
Assesseeurs					

Assesseeurs (4)					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant					
Assesseeur suppléant (4)					

Fait à (lieu)....., le..... (date)

Le Président du bureau communal,
(signature)

(1) Il convient de compléter le présent tableau en fonction du nombre effectif de bureaux de vote.

(2) Chaque bureau de vote se voit attribuer une section d'électeurs. Il convient d'indiquer le numéro de la section d'électeurs correspondante tel qu'il est attribué conformément à l'article 6 de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

(3) Indiquer l'adresse complète.

(4) À ne remplir que s'il y a plus de huit-cents électeurs inscrits au bureau de vote

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4125-1 – § 4 – Aucun candidat ne peut faire partie d'un bureau électoral. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux selon les modalités visées à l'article L4134-1.

La fonction de greffier provincial, de receveur provincial, de secrétaire communal et de receveur communal est incompatible avec la charge de président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription.

Il en va de même de la détention d'un mandat politique et de la mission de témoin.

Art. L4125-3 – § 2 – Pour présider le bureau communal, le président du bureau de district désigne, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° les juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce, selon le rang d'ancienneté;

2° les juges de paix ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

3° les juges du tribunal de police ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

4° les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires;

5° les notaires;

6° les titulaires de fonctions du niveau A ou B relevant de la Région wallonne, et les titulaires d'un grade équivalent relevant de l'État fédéral, de la Communauté française, de la Communauté germanophone, des provinces, des communes, des centres publics d'action sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954

relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7° le personnel enseignant;

8° les stagiaires du parquet;

9° au besoin, les personnes désignées parmi les électeurs de la commune occupant ailleurs des fonctions équivalentes à celles définies au point 6°.

Hormis les juges, qui peuvent être désignés pour présider le bureau communal de leur siège indépendamment de la commune où ils sont électeurs, les personnes visées au présent paragraphe sont des électeurs de la commune où elles exercent leur charge de président de bureau communal.

Lorsque le président du bureau communal est tenu de se rendre dans une autre commune pour voter, il désigne un suppléant pour le remplacer, le jour du scrutin, le temps nécessaire à l'accomplissement de son devoir électoral.

Les autorités publiques occupant des personnes visées à l'alinéa précédent sous 6° et 7°, communiquent les nom, prénoms, adresse et profession de ces personnes aux administrations communales où elles ont leur résidence principale.

Le président du bureau de district communique au Gouvernement pour le 30 juin l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés.

[...]

Art. L4125-5 – § 1^{er} – Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

[Pour les désignations d'assesseurs et assesseurs suppléants, il est également tenu compte de la liste des volontaires dont question à l'article L4122-7, § 1^{er}(2).]

§ 2 – À la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente [ainsi que la liste des volontaires prévue à l'article L4122-7, § 1^{er}(2).]

§ 3 – Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1^{er}, 1° et 2°.

[...]

§ 7 – Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communaux.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8 – Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au

moins avant l'élection. Le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du Gouvernement; il ne peut excéder 2,48 euros.

-
- (1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.
(2) Pour les élections provinciales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Eupen, le

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme
I. WEYKMANS

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

Vorentwurf eines Erlasses der Regierung über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L4122-9, L4122-17, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-1 und 2, L4135-1 bis 4 und L4143-3;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet, Artikel 1 bis 3, 16 §2 Absatz 2, 25 Absatz 1 Nummer 1 und Absatz 2 und 38;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom [Datum];

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom [Datum];

Aufgrund des Gutachtens Nr. [Nummer] des Staatsrates, das am [Datum] in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 – ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 – Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind anwendbar auf die gleichzeitigen Gemeinde- und Provinzialratswahlen, die von der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet gemeinsam abgehalten werden.

Wenn sich infolge eines oder mehrerer Einsprüche gegen die Wahlen gemäß Absatz 1 die Durchführung neuer gleichzeitiger Gemeinde- und Provinzialratswahlen auf dem deutschen Sprachgebiet als notwendig erweist, sind die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses ebenfalls anwendbar.

Art. 2 – Gemäß Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet werden die in Artikel 1 erwähnten gleichzeitigen Gemeinde- und Provinzialratswahlen auf dem deutschen Sprachgebiet als elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung durchgeführt.

KAPITEL 2 – DIE WAHLKOLLEGIEN

Abschnitt 1 – Einberufung der Wahlkollegien im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialratswahlen

Art. 3 – Die Wahllokale sind von 8 bis 15 Uhr geöffnet.

Die Wähler, die zum Zeitpunkt der Schließung der Wahllokale noch immer in der Warteschlange stehen, werden noch zur Wahl zugelassen.

Art. 4 – Die Anzahl zur Wahl zugelassener Wähler beträgt 1.050 pro Wahlsektion, was fünf Wahlapparaten pro Wahlsektion und 210 Wählern pro Wahlapparat entspricht.

Art. 5 – Der Wortlaut der Anweisungen für die Wähler wird in dem beiliegenden Muster 1 aufgeführt.

Abschnitt 2 – Muster der Wahlaufforderung für die Wähler

Art. 6 – Die Wahlaufforderungen für belgische Wähler für die verschiedenen Wahlen werden auf weißem Papier gedruckt.

Ausländische Wähler – ob Angehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder nicht –, die im Wählerregister eingetragen sind, erhalten eine Wahlaufforderung in blauer Farbe.

Art. 7 – Die Wahlaufforderungen für die belgischen Wähler werden gemäß dem beiliegenden Muster 2 erstellt.

Art. 8 – §1 – Für ausländische Wähler – ob Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder nicht – werden die Wahlaufforderungen für die Gemeinderatswahlen gemäß dem beiliegenden Muster 3 erstellt.

§2 – Die Wahlaufforderungen der Wähler, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, tragen den Buchstaben "C".

Die Wahlaufforderungen der Wähler, die keine Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, tragen den Buchstaben "E".

Art. 9 – In Anwendung von Artikel L4124-1 §6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden der Wortlaut der Anweisungen für den Wähler sowie der in Artikel L4132-1 desselben Kodex vorgesehene Wortlaut auf der Rückseite der Wahlaufforderungen angegeben. Dieser Text wird in dem beiliegenden Muster 4 aufgeführt.

Abschnitt 3 – Wahl mittels Vollmacht

Art. 10 – §1 – Das Vollmachtsformular, das bei den Gemeinde- und Provinzialratswahlen zu verwenden ist, entspricht dem beiliegenden Muster 5.

§2 – Die Bescheinigung, die der Bürgermeister den Wählern ausstellt, die gemäß Artikel L4132-1 §1 Nummer 7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ermächtigt sind, aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes, der nicht aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen gerechtfertigt ist, mittels Vollmacht zu wählen, entspricht dem beiliegenden Muster 6.

10

Diese Bescheinigung wird bei Fehlen einer Bescheinigung des Reiseveranstalters ausgehändigt.

Abschnitt 4 – Hilfeleistung bei der Wahl

Art. 11 – Die in Artikel L4133-2 §3 desselben Kodex erwähnte Erklärung bezüglich der Hilfeleistung bei der Wahl wird auf einem Formular ausgestellt, das dem beiliegenden Muster 7 entspricht. Dieses Formular wird von der Gemeindeverwaltung kostenlos ausgestellt.

In der Erklärung werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer des Wählers im Nationalregister der natürlichen Personen.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet.

KAPITEL 3 – BESTIMMUNG DER REIHENFOLGE DER STIMMABGABE

Art. 12 – Bei gleichzeitigen Wahlen zur Erneuerung der Provinzial- und Gemeinderäte erfolgt die Stimmabgabe in folgender Reihenfolge: zuerst der Provinzialrat und dann der Gemeinderat.

KAPITEL 4 – AUSSTELLUNG DES WÄHLERREGISTERS

Art. 13 – §1 – In Übereinstimmung mit Artikel L4122-5 §1 desselben Kodex haben die von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen das Recht, sich Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern vorlegen zu lassen, sobald dieses ausgestellt ist, sofern sie sich schriftlich und auf einer gemeinsamen Urkunde dazu verpflichten, für die Wahlen in der Gemeinde eine Kandidatenliste einzureichen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Dieser Antrag wird per an den Bürgermeister gerichtetes Einschreiben gestellt.

Der Antrag wird gemäß dem beiliegenden Muster 8 aufgestellt.

§2 – In Übereinstimmung mit Artikel L4122-5 §3 desselben Kodex hat jeder Kandidat das Recht, sich gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern vorlegen zu lassen, sobald er seine Kandidatur hinterlegt hat, sofern er sich dazu verpflichtet, für die Wahlen in der Gemeinde eine Kandidatenliste einzureichen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23.

6

März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Dieser Antrag wird per an den Bürgermeister gerichtetes Einschreiben eingereicht.

Der Antrag wird gemäß dem beiliegenden Muster 9 aufgestellt.

Art. 14 – Für die Ausstellung der Ausfertigungen des Wählerregisters gemäß Artikel L4122-5 §1 desselben Kodex ist das Gemeindegremium verpflichtet, ein Dateiformat zu benutzen, dessen Struktur es ermöglicht, die enthaltenen Daten direkt in eine Anwendung zu importieren, anhand deren sie auf mehrfache Weise verarbeitet werden können, und insbesondere die Ausstellung von Wählerlisten mit bestimmten Auswahlkriterien ermöglichen.

KAPITEL 5 – ANGABEN

Art. 15 – §1 – In seiner Vorschlagsurkunde erwähnt der Kandidat nach seiner vollständigen Identität den Namen unter dem er auf dem in Artikel L4142-37 §2 desselben Kodex vorgesehenen Plakat und auf den Bildschirmen der Wahlcomputer eingetragen werden möchte. Der Kreisvorstand wird diese Angaben benutzen, um diejenigen Angaben festzulegen, die auf den Bildschirmen der Wahlcomputer vermerkt werden.

§2 – Es darf nur ein Vorname angegeben werden, wobei zusammengesetzte Vornamen als ein Vorname gelten.

Der gewählte Vorname muss unter den in der Geburtsurkunde angegebenen Vornamen erscheinen.

§3 – Der Kreisvorstand kann einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und den Bildschirmen der Wahlcomputer einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern durch die Benutzung dieses anderen Vornamens keine Verwechslung mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person entsteht und die folgenden Regeln beachtet werden:

1. der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist: In diesem Fall erwähnt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf den Bildschirmen der Wahlcomputer anzeigen zu lassen;

2. der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt; beispielsweise Danny für Daniel: Nummer 1 wird entsprechend angewandt;

3. der Vorname, den er auf den Bildschirmen der Wahlcomputer angezeigt sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen: Der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter, einem Notar oder einem Bürgermeister ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde; der Geburtsvorname des Kandidaten wird auf den Bildschirmen der Wahlcomputer vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt.

§4 – Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der/des verheirateten oder verwitweten Kandidaten/in stehen.

KAPITEL 6 – WAHLKOSTEN

Abschnitt 1 – Allgemeine Bestimmungen

Art. 16 – §1 – Die Provinz Lüttich schließt die Verträge ab, die für die Zahlung der in Artikel 13 des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet erwähnten Wahlkosten notwendig sind, und sorgt für die Zahlung der Schulforderungen. Danach tätigt sie die entsprechenden Beitreibungen bei den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets auf Grundlage der jeweiligen Zahl der eingetragenen Wähler.

Die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets sind jedoch von der Verteilung ausgenommen, was die Beitreibung der Kosten angeht, die durch die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der kommunalen und provinziellen Zählbürovorstände entstehen, da die Bildung dieser Vorstände der Stimmabgabe mittels Papierstimmzetteln eigen ist.

§2 – Die Anwesenheitsgelder werden auf der Grundlage der Liste der anwesenden Mitglieder des Wahlvorstands ausgezahlt, die der Vorsitzende des betroffenen Wahlvorstands zustellt. Diese Liste wird gemäß dem beiliegenden Muster 10 aufgestellt.

§3 – Für die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Wahlvorstände der Provinz schließt die Provinz Lüttich gemäß den Vorgaben der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Vertrag zur Ausführung der Zahlung der Anwesenheitsgelder per Überweisung auf die Finanzkonten der Mitglieder der Wahlvorstände ab.

§4 – Mitglieder von Wahlvorständen, die Anspruch auf eine Fahrtkostenentschädigung haben, übermitteln ihre Forderungsanmeldung der Provinz. Diese Forderungsanmeldung wird in Übereinstimmung mit dem beiliegenden Muster 11 aufgestellt und gibt die Anschrift der Provinz an.

§5 – Die in Artikel 17 erwähnten Wähler, die die Erstattung ihrer Fahrtkosten beantragen, erstellen ihre Forderungsanmeldung mittels des beiliegenden Musters 12 und geben die Anschrift der Provinz an.

Auf der Grundlage einer zwischen der Provinz Lüttich und der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen abgeschlossenen Vereinbarung fakturiert letztere der Provinz die Kosten für die Fahrten der betreffenden Wähler, die einen kostenlosen Fahrausweis erhalten haben. Auf ihren Rechnungen erwähnt sie den NGBE-Code der Provinz, der auf den Wahlaufforderungen steht.

§6 – Die Provinz Lüttich schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung der Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände zustoßen, und zahlt die betreffenden Kosten.

§7 – Die Wahlkosten, die sich aus den für die Wahlverrichtungen erforderlichen Arbeiten und Dienstleistungen ergeben, werden unter Beachtung der Vorschriften über öffentliche Aufträge getragen.

Abschnitt 2 – Erstattung der Fahrtkosten bestimmter Wähler

10

Art. 17 – §1 – Die in Artikel L4135-4 desselben Kodex erwähnten Wähler können sich binnen drei Monaten nach der Wahl an den Generaldirektor der Provinz Lüttich richten, um die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten zu erhalten.

Der Antrag wird auf einem Formular erstellt, der dem beiliegenden Muster 12 entspricht, und dem folgende Dokumente beigelegt werden:

1. die vom Wahlbürovorstand abgestempelte Wahlaufforderung;
2. eine Bescheinigung über die Eintragung in den Bevölkerungsregistern, wenn es sich um Wähler handelt, die nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie wählen müssen;
3. eines der folgenden Dokumente:
 - a) eine Bescheinigung des Arbeitgebers, aus der ersichtlich ist, dass sie von ihm bezahlt werden, wenn es sich um Wähler handelt, die Gehalts- oder Lohnempfänger sind und die entweder im Auftrag im Ausland sind oder ihren Beruf in einer anderen Gemeinde ausüben als der, in der sie wählen müssen;
 - b) eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt, aus der ersichtlich ist, dass sie ordnungsgemäß eingetragen sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;
 - c) eine Bescheinigung der Leitung des Aufnahmezentrums, der Pflegeanstalt oder der Gesundheitseinrichtung, aus der ersichtlich ist, dass sie dort aufgenommen oder in Behandlung sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aus medizinischen oder gesundheitlichen Gründen in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;
4. ggf. der benutzte Fahrschein der öffentlichen Verkehrsmittel.

§2 – Die Kosten werden auf Grundlage des Tarifs für den Personentransport in 2. Klasse rückerstattet, so wie er am Tag der Wahl von der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen angewandt wird.

§3 – Wähler, die für ihre Reise die Linien der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen benutzen, können, anstatt die Erstattung ihrer Kosten zu beantragen, eine kostenlose Fahrkarte 2. Klasse erhalten, wenn sie am Abfahrtsbahnhof ihre Wahlaufforderung und ihren Personalausweis, sowie eins der in §1 vorgesehenen Dokumente vorlegen.

Der ausgestellte Fahrschein ist vom Freitag vor dem Wahltag bis zum nächsten Sonntag gültig. Er kann für die Rückfahrt nur auf Vorlage der ordnungsgemäß vom Wahlbürovorstand abgestempelten Wahlaufforderung gebraucht werden.

Abschnitt 3 – Anwesenheitsgeld und Entschädigungen für die Mitglieder der Wahlvorstände

Art. 18 – §1 – Der Grundbetrag des Anwesenheitsgelds, das die Mitglieder der Wahlvorstände für jede im selben Kodex vorgesehene Sitzung erhalten, beträgt 12,50 Euro.

§2 – Unter Berücksichtigung der Last und der Verantwortlichkeiten, die von den Vorsitzenden und Mitgliedern der Kreis- und Kantonsvorstände ausgeübt werden, wird der Betrag des Anwesenheitsgelds wie folgt angepasst:

- für die Vorsitzenden der Kreis- und Kantonsvorstände wird der Grundbetrag des Anwesenheitsgeldes mit sechs multipliziert;
- für die Mitglieder der Kreis- und Kantonsvorstände wird der Grundbetrag des Anwesenheitsgeldes mit vier multipliziert.

§3 – Der Grundbetrag der Anwesenheitsgelder für die Vorsitzenden, Mitglieder, Sekretäre und beigeordneten Sekretäre wird mit 1,5 multipliziert.

Art. 19 – §1 – Die von den Mitgliedern der Wahlvorstände erhaltenen Anwesenheitsgelder dienen zur Erfüllung ihrer bürgerlichen Pflicht und decken die Gesamtheit der Versammlungen, die diese Vorstände in Übereinstimmung mit demselben Kodex abhalten müssen.

§2 – Für die Wahlvorstände handelt es sich um die Sitzung zur Aufnahme der Wähler, die gekommen sind, um ihre Stimme abzugeben.

§3 – Für die Kreisvorstände handelt es sich um die Sitzungen zur Entgegennahme der Wahlvorschläge, zur Prüfung der Zulässigkeit der Vorschläge, zum vorläufigen Abschluss der Kandidatenlisten, zum Empfang der Beschwerden gegen Kandidaturen und der Einsprüche gegen die Zurückweisung bestimmter Kandidatenlisten, zur Hinterlegung der Berichtigungsurkunden, zum endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten, zur provinziellen und kommunalen Auslosung, zur Formulierung und Aufsicht über die Herstellung der Wahlbildschirme, zu Listengruppierungserklärungen, zur Verteilung der Sitze zwischen den Listen am Tag der Wahl, zur Bestimmung der Gewählten und Ersatzmitglieder und zur Listenverbindung.

§4 – Für die Kantonsvorstände handelt es sich um die Sitzungen zur Ausbildung der Vorsitzenden der Wahlvorstände und um die Sitzung zur Stimmenauszählung.

Art. 20 – §1 – Neben den in Artikel 19 aufgelisteten Sitzungen, für die nur ein Anwesenheitsgeld beansprucht werden kann, können die Mitglieder der Kreisvorstände und Kantonsvorstände dazu gebracht werden, für den guten Ablauf der Wahlen notwendige Aufgaben zu erfüllen, die sich jedoch nicht auf eine Vorstandssitzung beziehen. Diese Aufgaben betreffen insbesondere die Sendung der durch denselben Kodex verlangten Schreiben, Aufstellungen und Tabellen einschließlich des Versands der Protokolle, das Verfahren zur Bestimmung der Vorstandsmitglieder, die Maßnahmen zur Untersuchung der Wählbarkeit der Kandidaten, die digitale Codierung der Listen und ihre Übermittlung, die Korrekturen anschließend an die Überprüfung von Doppelkandidaturen durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die Aktualisierung der Wahlbildschirme, die Mitteilung der offiziellen Kandidatenliste an die Kreisvorstände und an die Anmelder, die es beantragen, sowie die Übermittlung der Auszüge aus dem Auszählungsprotokoll der Wahl an die Gewählten.

Um diese Aufgaben durchzuführen, setzt das Gemeindekollegium in Anwendung von Artikel L4145-5 §4 desselben Kodex dem Vorsitzenden des Kreisvorstands, auf Antrag des Letzteren, das zur Erfüllung seiner Aufgabe notwendige Personal und Material zur Verfügung und legt den Betrag der entsprechenden Vergütungen fest.

§2 – In Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 28. August 1963 über die Fortzahlung des normalen Lohns der Arbeiter, der Hausangestellten, der Angestellten und der auf Binnenschiffen angeheuerten Arbeitnehmer für Abwesenheitstage bei familiären Ereignissen oder zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten oder ziviler Aufträge haben die unter Arbeitsvertrag eingestellten Bediensteten das Recht, ihre Arbeit während der nötigen Zeit, die höchstens fünf Tage beträgt, zu verlassen, um ihre staatsbürgerlichen Pflichten auszuüben, wobei sie ihre normale Entlohnung weiter beziehen. Statutarische Bedienstete des föderalen, regionalen, gemeinschaftlichen, provinziellen und kommunalen öffentlichen Dienstes haben Anspruch auf ähnliche Bestimmungen auf der Grundlage ihres jeweiligen Statuts.

6

Nur die unter §1 beschriebenen Aufgaben dürfen also Gegenstand einer Vergütung sein, sofern sie außerhalb der normalen Arbeitsstunden der Mitglieder der betroffenen Vorstände in der Ausübung ihres Berufs stattfinden.

§3 – Die Forderungsanmeldung betreffend die gemäß §1 geleisteten Aufgaben wird an die Verwaltung der Provinz Lüttich gerichtet. Ihr werden die Aufstellung der geleisteten Stunden und ggf. Belege beigelegt. Diese Forderungsanmeldung wird gemäß dem beiliegenden Muster 13 aufgestellt.

§4 – Anträge auf Entschädigung gemäß §2 für eine Aufgabe, die nicht ausdrücklich in der Liste gemäß §1 des vorliegenden Artikels erwähnt wäre, müssen Gegenstand einer Bescheinigung aufgrund des beiliegenden Musters 14 sein, in der die Notwendigkeit dieser Aufgabe im Wahlverfahren und die Unmöglichkeit, sie während den normalen Arbeitsstunden zu verrichten, nachgewiesen werden.

Die Vergütung für diese Aufgaben erfolgt auf der Grundlage dieser Forderungsanmeldung.

Art. 21 – Die tatsächlichen Kosten, die die Kreis- und Kantonsvorstände im Rahmen ihrer Aufgabe gemacht haben, sind Gegenstand einer Rückzahlung auf Grundlage einer Forderungsanmeldung gemäß dem beiliegenden Muster 15, der die entsprechenden Belege beigelegt werden. Die Forderungsanmeldung wird der Verwaltung der Provinz Lüttich übermittelt. Diese Kosten betreffen die Vervielfältigung von Unterlagen, die Fax-Mitteilungen, die Telefonanrufe, die Büro- und Schreibwaren, den Transport von Zubehör und sonstige gleichartige Ausgaben.

Abschnitt 4 – Erstattung der Fahrtkosten der Mitglieder der Wahlvorstände

Art. 22 – §1 – Die den Mitgliedern der Wahlvorstände gewährte Fahrtkostenentschädigung ist auf 0,15 Euro pro zurückgelegten Kilometer festgelegt.

§2 – Die gemäß dem beiliegenden Muster 12 erstellte Schuldforderung wird der Verwaltung der Provinz Lüttich binnen drei Monaten nach der Wahl übermittelt.

Abschnitt 5 – Deckung der Risiken infolge von Unfällen, die Mitgliedern der Wahlvorstände zustoßen können

Art. 23 – §1 – Die Provinz Lüttich schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung von körperlichen Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände bei den Wahlen sowohl in der Ausübung ihres Amtes als auch auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstands und zurück zustoßen können.

§2 – Diese Versicherung deckt die körperlichen Schäden, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstands und zurück zustoßen.

§3 – Sie deckt ebenfalls die zivilrechtliche Haftung für Schäden, die Mitglieder der Wahlvorstände Drittpersonen durch eigenes Zutun oder Verschulden in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstands und zurück zufügen.

Untereinander gelten die Versicherten als Drittpersonen.

§4 – Der Begriff "Weg vom Wohnsitz des Versicherten zum Tagungsort seines Vorstands und zurück" wird gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle bestimmt.

Art. 24 – §1 – Unter "Versicherten" sind zu verstehen:

1. die Mitglieder der Zentralwahlvorstände der Bezirke, der Hauptwahlvorstände der Provinzen, der Distrikt-, Kantons- und Gemeindevorstände sowie der Wahlvorstände ausschließlich der Zeugen, aber einschließlich der Ersatzbeisitzer, die vom Vorsitzenden des Vorstands, für den sie bestimmt worden sind, ausdrücklich zum Erscheinen aufgefordert werden;

2. für die Deckung des in Artikel 23 §2 beschriebenen Risikos die unter Nummer 1 erwähnten Personen sowie die Bediensteten der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die von der Wallonischen Regierung oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmt werden, um an der Organisation der Wahlen mitzuwirken.

§2 – Mitglieder der Wahlvorstände, die der durch das Gesetz vom 3. Juli 1967 über den Schadenersatz für Arbeitsunfälle, Wegeunfälle und Berufskrankheiten im öffentlichen Sektor eingeführten Regelung unterliegen, sind von der in §1 erwähnten Deckung ausgeschlossen.

Decken eine beziehungsweise mehrere Versicherungen ganz oder teilweise die Risiken, die auch durch vorliegenden Artikel gedeckt werden, bildet die in §2 erwähnte Versicherung nur eine Ergänzung, nach Erschöpfung dieser Versicherungen.

Art. 25 – §1 – Die Versicherung läuft je nach Kategorie der zusammenzusetzenden Wahlvorstände ab dem Datum, das durch denselben Kodex für die erste Tagung festgelegt ist.

Sie endet am Datum, an dem diese Vorstände all ihre Verrichtungen durchgeführt haben.

§2 – Die Prämie, die dem Versicherer in Anwendung des Versicherungsvertrags gezahlt wird, ist Gegenstand einer Erstattung, die sich auf die Hälfte der Differenz zwischen 85 Prozent des Prämienbetrags und dem Betrag der Ausgaben beläuft.

Unter Ausgaben sind die Beträge, die für Unglücksfälle gezahlt werden, und Rückstellungen für eventuell noch abzuwickelnde Unglücksfälle zu verstehen.

KAPITEL 7 – PREIS DER ABSCHRIFTEN DER LISTE MIT DER ZUSAMMENSETZUNG DER WAHLVORSTÄNDE

Art. 26 – §1 – In Übereinstimmung mit Art. L4125-5 §7 desselben Kodex übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstands den Vorsitzenden der Wahlvorstände, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstands und dem Gemeindegremium die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands sowie der Wahlbürovorstände angibt. Diese Tabelle wird nach dem beiliegenden Muster 16 erstellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die es erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

10

§2 – Die Aushändigung dieser Abschriften erfolgt gegen Zahlung:

1. von 1,50 Euro pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit weniger als 25.000 eingetragenen Wählern;
2. von 2 Euro pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit 25.000 eingetragenen Wählern oder mehr.

Falls die Anzahl der in der Gemeinde oder im Kanton eingetragenen Wähler bei Einreichung des Antrags nicht bekannt ist, dient die Anzahl der bei den letzten Wahlen eingetragenen Wähler als Bezugswert.

KAPITEL 8 – WAHLKABINE UND WAHLMATERIAL

Art. 27 – §1 – In jedem Wahllokal werden die Wahlkabinen so eingerichtet und aufgestellt, dass jeder Wähler geschützt von den Blicken von anderen Personen seine Wahl ohne Einmischung noch Unterbrechung abgeben kann.

§2 – Die Wahlkabinen genügen folgenden Grundsätzen:

1. die Höhe der Wahlkabine muss zureichend sein, um zu verhindern, dass die sich in angrenzenden Wahlkabinen befindenden Wähler die Stimmabgabe ihres Nachbarn sehen können;
2. der Tisch muss ausreichend breit und tief sein, dass der Wahlcomputer dort aufgestellt werden kann.

§3 – Die Gestaltung der Wahlkabinen entspricht den folgenden Anforderungen:

1. eine ca. 210 cm hohe rückseitige Trennwand;
2. zwei seitliche Trennwände gleicher Höhe;
3. eine als Pult dienende verstellbare Platte;
4. eine Metallstange für einen Vorhang;
5. ein Vorhang.

Art. 28 – §1 – In jedem Wahllokal entspricht mindestens eine Wahlkabine den folgenden Anforderungen:

1. sie muss über eine Mindestfläche von 1 m² verfügen. In der Wahlkabine ist eine freie Rotationsfläche mit einem Durchmesser von 150 cm vorgesehen, um Personen, die sich mittels eines Rollstuhls fortbewegen, einen Zugang zu ermöglichen und um ausreichend Platz für einen eventuellen Begleiter vorzusehen;
2. die Oberkante der Platte muss auf einer Höhe von höchstens 85 cm angebracht sein, eine Breite von 100 cm und eine Tiefe von 60 cm besitzen;
3. der Raum unter der Platte muss frei bleiben, um ein gutes Positionieren der Personen, die sich mittels eines Rollstuhls fortbewegen, zu ermöglichen.

§2 – Die angepasste Wahlkabine muss im Erdgeschoss, in einem Wahllokal oder in dessen Nähe, aufgestellt werden, um einen bequemen Zugang der hilfsbedürftigen Wähler, die sie benutzen möchten, zu ermöglichen. Alle Niveauunterschiede im Erdgeschoss werden mit einer vorläufigen oder endgültigen Rampe ausgeglichen, um einen bequemen Verkehr und zugleich die Sicherheit der vorbeigehenden Personen zu gewährleisten.

§3 – Die Gemeindegemeinschaften berufen die hilfsbedürftigen Wähler in denjenigen Gebäuden ihrer Gemeinde ein, die ihren Bedürfnissen am besten entsprechen.

KAPITEL 9 – SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 29 – Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung in Kraft.

Art. 30 – Der für lokale Behörden zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident
O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus
I. WEYKMANS

A handwritten signature in black ink, located in the bottom right corner of the page. It appears to be a stylized, cursive signature.

Anhang zum Erlass der Regierung über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet

Muster 1. Wortlaut der Anweisungen für die Wähler

1. Öffnungszeiten des Wahllokals

Die Wähler werden von 8 bis 15 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen. Wähler, die sich vor 15 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

2. Zur Stimmabgabe zugelassene Wähler

Die belgischen Wähler werden zur Stimmabgabe für die Wahl der Gemeinderäte und Provinzialräte zugelassen.

Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und die Staatsangehörigen von Drittstaaten sind ausschließlich zur Stimmabgabe für die Gemeinderatswahlen zugelassen, sofern sie ihre Wahlaufforderung bei sich haben, auf der der Buchstabe "C" bzw. "E" vermerkt ist.

3. Eintreffen der Wähler im Wahllokal

Die Wähler treffen mit ihrer Wahlaufforderung und ihrem Personalausweis am Eingang des Wahllokals ein.

Der Wähler, der aus einem unleugbaren religiösen oder ärztlichen Grund mit einer Kopfbedeckung vorstellig wird, muss dafür sorgen, dass sein Gesicht - d. h. Stirn, Wangen, Nase und Kinn - vollständig unbedeckt ist.

4. Wähler, die sich begleiten lassen

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann.

Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist. In der Erklärung werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstands dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung.

5. Prüfung im Abstimmungsregister und eventuelle Nicht-Zulassungen

Der Sekretär kreuzt den Namen der Wähler auf einer Abschrift des Abstimmungsregisters an.

Der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Beisitzer prüft die Übereinstimmung der Angaben auf der zweiten Abschrift des Abstimmungsregisters mit den Angaben auf der Wahlaufforderung und dem Personalausweis.

Wird der Wähler zur Wahl zugelassen, so wird sein Name ebenfalls auf dieser Abschrift angekreuzt.

Der Wähler, der seine Wahlaufforderung nicht bei sich hat, kann zur Stimmabgabe zugelassen sein, wenn seine Identität und Eigenschaft vom Wahlbüro anerkannt wird.

Wer nicht auf dem Abstimmungsregister steht, darf nicht an der Wahl teilnehmen, es sei denn, er legt einen Beschluss des Gemeindegremiums oder einen Auszug aus einem Entscheid des Appellationshofes, durch den seine Eintragung angeordnet wird, oder eine Bescheinigung des Gemeindegremiums vor, in der bestätigt wird, dass der Betreffende die Wählereigenschaft besitzt.

Die Namen der Wähler, die noch nicht im Wahlregister eingetragen sind, jedoch vom Vorstand zur Wahl zugelassen werden, werden in beiden Abschriften des Registers eingetragen.

Die Personen, die ihre belgische Staatsangehörigkeit nachweisen können, und den anderen Wahlberechtigungsbedingungen genügen, werden auf Vorlage der betreffenden Belege zu den gesamten Wahlen zugelassen.

Trotz Eintragung im Wählerregister darf der Vorstand diejenigen Wähler nicht zur Wahl zulassen, deren Streichung das Gemeindegremium oder der Appellationshof durch einen Beschluss beziehungsweise einen Entscheid angeordnet hat. Ein Auszug aus diesem Beschluss bzw. diesem Entscheid muss vorgelegt werden.

Ebenso darf der Vorstand nicht diejenigen Wähler zur Wahl zulassen, die vom Wahlrecht ausgeschlossen worden sind oder deren Wahlrecht ausgesetzt ist, und deren Unfähigkeit durch eine Urkunde festgelegt wird, deren Ausstellung vom Gesetz vorgesehen ist.

Abschließend darf der Wahlvorstand auch nicht die Wähler zulassen, bei denen entweder durch Schriftstücke oder durch ihr Eingeständnis erwiesen ist, dass sie am Wahltag das für die Stimmabgabe erforderliche Alter nicht erreicht haben oder am selben Tag bereits in einer anderen Sektion oder in einer anderen Gemeinde gewählt haben.

6. Überreichen der Chipkarte

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm gegen Abgabe dieser Unterlagen eine Chipkarte für die Stimmabgabe.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, erhalten eine validierte Chipkarte, die so angepasst wurde, dass sie ausschließlich für die Wahl des Gemeinderates wählen können.

7. Eintritt in die Wahlkabine

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Der in Nr. 4 erwähnte Wähler darf sich von einem Begleiter begleiten lassen. Die Namen beider Personen werden im Protokoll vermerkt. Mangels einer Entscheidung für einen Begleiter seiner Wahl darf sich der Wähler, der Schwierigkeiten bei der Stimmabgabe hat, vom Vorsitzenden oder von einem anderen von ihm bestimmten Vorstandsmitglied beistehen lassen, unter Ausschluss der Zeugen oder jeder anderen Person.

Wenn der Vorsitzende oder ein anderes Vorstandsmitglied das tatsächliche Vorhandensein dieser Schwierigkeiten anzweifelt, entscheidet der Vorstand, und sein mit Gründen versehener Beschluss wird im Protokoll vermerkt.

Wenn ein ärztliches Attest zur Rechtfertigung seines Antrags vorgelegt wird, wird es dem Protokoll beigelegt.

8. Stimmabgabe

Um seine Stimmabgabe vorzunehmen, führt er erst die Chipkarte in den dafür vorgesehenen Schlitz des Kartenlesers des Wahlcomputers ein.

Zunächst bestimmt der Wähler, indem er auf den Berührungsbildschirm drückt, die Sprache, in der er die Stimmabgabe vornehmen möchte.

Der belgische Wähler gibt zunächst seine Stimme für die Wahl des Provinzialrates ab; nachdem er diese Stimmabgabe bestätigt hat, gibt er seine Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigt sie ebenfalls.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, geben ihre Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigen diese.

Für jede Wahl gilt Folgendes :

- Der Wähler entscheidet sich für eine Liste, indem er das Feld der gewählten Liste auf dem Berührungsbildschirm drückt, und bestätigt diese Entscheidung. Nachdem sich der Wähler für eine Liste entschieden hat, zeigt der Berührungsbildschirm für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten an, denen ihre laufende Nummer vorangeht;
- Ist der Wähler mit der Vorschlagsreihenfolge für die Kandidaten auf der von ihm unterstützten Liste einverstanden, so drückt er auf den hellen Mittelpunkt im Kopffeld über dieser Liste, das sich links oben auf dem Bildschirm befindet, und bestätigt diese Entscheidung;
- Wenn nicht, gibt er eine Vorzugsstimme für einen oder mehrere Kandidaten dieser Liste ab, indem er nacheinander auf das Feld neben dem Namen dieses oder dieser Kandidaten drückt. Hierfür drückt er gleich wo auf dem Wahlfeld dieses oder dieser Kandidaten; das Feld jedes gewählten Kandidaten wird grau unterlegt. Er bestätigt diese Entscheidung.

9. Ausdruck des Stimmzettels und Einwurf in die Urne

Nachdem der Wähler seine Stimmabgabe für eine beziehungsweise mehrere Wahlen bestätigt hat, nimmt er den durch den Wahlcomputer ausgedruckten Stimmzettel und faltet ihn gleichmäßig und sorgfältig in der Mitte mit der bedruckten Seite nach innen. Er nimmt daraufhin seine Chipkarte zurück. Er hat die Möglichkeit, seine Stimmabgaben zu visualisieren. Zu diesem Zweck liest der Wähler den Barcode seines Stimmzettels anhand des in einer der Wahlkabinen vorgesehenen Lesegeräts; er kann jedoch seine Stimmabgaben nicht mehr ändern.

Der Wähler begibt sich mit seinem Stimmzettel, der noch immer mit der bedruckten Seite nach innen in der Mitte gefaltet ist, zur Urne. Befindet sich bereits ein anderer Wähler vor der Urne, um dort seinen Stimmzettel einzuspeichern, muss der Wähler in dem Wartebereich warten. Anschließend händigt der Wähler dem Vorstandsvorsitzenden oder dem vom Vorsitzenden bestimmten Beisitzer die Chipkarte aus, scannt den Barcode seines Stimmzettels und steckt den Stimmzettel dann in die Urne. Der Wähler erhält seinen Personalausweis und seine vom Vorsitzenden oder beauftragten Beisitzer abgestempelte Wahlaufforderung zurück.

10. Eventuelle Ungültigkeit des Stimmzettels

Der Stimmzettel wird für ungültig erklärt:

- a) wenn der Wähler seinen Stimmzettel beim Verlassen der Wahlkabine so auffaltet, dass zu erkennen ist, wie er gewählt hat. Dies gilt auch, wenn der Wähler außen auf seinem Stimmzettel Markierungen oder Eintragungen angebracht hat;
- b) wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Feherverhaltens den ihm ausgehändigten Stimmzettel beschädigt hat;
- c) wenn aus irgendeinem technischen Grund das Ausdrucken des Stimmzettels sich ganz oder zum Teil als unmöglich erweist;
- d) wenn der Wähler bei einer Visualisierung des Inhalts des Barcodes auf dem Bildschirm feststellt, dass es einen Unterschied zwischen dieser Visualisierung auf dem Bildschirm und dem Vermerk der Stimmabgabe so wie auf dem Stimmzettel abgedruckt gibt;
- e) wenn der Barcode nicht durch die elektronische Urne gelesen werden kann.

In den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer neuen Chipkarte zu wiederholen. Auch wenn ein Wähler vor seiner Stimmabgabe die ihm ausgehändigte Chipkarte versehentlich beschädigt hat, erhält er eine neue Chipkarte.

11. Strafrechtliche Bestimmungen – Wahlpflicht

Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, können dem Friedensrichter die Gründe ihres Fernbleibens mit den erforderlichen Rechtfertigungen zur Kenntnis bringen.

Es wird davon ausgegangen, dass Personen, denen am Wahltag aufgrund eines Gerichts- oder Verwaltungsbeschlusses die Freiheit entzogen ist, unmöglich an der Wahl teilnehmen können.

Es wird keine Verfolgung eingeleitet, wenn der Friedensrichter im Einvernehmen mit dem Prokurator des Königs die Entschuldigungsgründe annimmt.

Innerhalb acht Tagen nach Verkündung der Gewählten stellt der Prokurator des Königs die Liste der Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen haben und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Wähler werden mittels einfacher Benachrichtigung vor das Polizeigericht geladen, das nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ohne Berufungsmöglichkeit entscheidet.

Eine erstmalige ungerechtfertigte Abwesenheit wird den Umständen entsprechend mit einem Verweis oder mit einer Geldstrafe von fünf bis zu zehn Euro geahndet.

Bei Rückfall wird eine Geldstrafe von zehn bis zu fünfundzwanzig Euro verhängt.

Es wird keine Ersatzgefängnisstrafe ausgesprochen.

Wenn unbeschadet der vorerwähnten Strafbestimmungen ein Wähler mindestens viermal innerhalb fünfzehn Jahren ohne Rechtfertigung der Wahl fernbleibt, wird er für zehn Jahre aus den Wahlregistern gestrichen und darf er während dieser Zeit von einer öffentlichen Behörde weder ernannt noch befördert oder ausgezeichnet werden.

Nimmt jemand nicht an einer Wahl teil, nachdem er vorher einer andersartigen Wahl fernblieb, und umgekehrt, so stellt dies für den Zuwiderhandelnden keine Rückfälligkeit dar.

Hinsichtlich der Vollstreckung der Strafen darf kein Aufschub gewährt werden.

Gegen eine Verurteilung durch Versäumnisurteil kann innerhalb sechs Monaten nach Notifizierung des Urteils Einspruch erhoben werden. Dieser Einspruch kann kostenlos durch einfache Erklärung im Gemeindehaus erfolgen.

12. Strafrechtliche Bestimmungen – Stimmenfang

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

1. unter dem Namen eines anderen Wählers wählen oder zur Stimmabgabe vorstellig werden, außer bei Wahl mittels Vollmacht.
2. einen oder mehrere Stimmzettel beiseite schaffen oder einbehalten.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahre und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Euro belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden ebenfalls als Stimmenfang betrachtet :

1. eine Vollmacht in Anwendung von Artikel L4132-1 §1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erteilen, ohne die dazu erforderlichen Bedingungen zu erfüllen;
2. nach Erteilung der Vollmacht seinen Bevollmächtigten wählen lassen, obwohl die für die Ausübung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht vorgesehenen Bedingungen nicht vorhanden waren;
3. wissentlich im Namen seines Vollmachtgebers wählen, obwohl letzterer verstorben war oder imstande war, selbst sein Wahlrecht auszuüben;
4. mehrere Vollmachten in Anwendung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht annehmen oder erteilen;

Wer an diesen Vergehen schuldig ist, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu tausend Euros belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

- 1°. In einem Wahllokal entgegen den Vorschriften der Artikel L4121-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wählen

2° am selben Tag aufeinanderfolgend in zwei oder mehreren Wahllokalen derselben Gemeinde oder unterschiedlicher Gemeinden wählen, auch wenn man in den Wahlregistern dieser verschiedenen Gemeinden oder Lokalen eingetragen ist.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen oder mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro belegt.

J

Muster 2. Wahlaufforderung für die Wahlen der Provinzial- und Gemeinderäte für belgische Wähler

NGBE-Kode: (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
-----------------------	----------------------------------	--------------	---------

WAHLEN VOM 14. OKTOBER 2018 ZUR ERNEUERUNG DES PROVINZIALRATES UND DES
GEMEINDERATES

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister:

Wir bitten Sie, am Sonntag, dem 14. Oktober 2018 zwischen 8 und 15 Uhr mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl von Provinzialratsmitgliedern (3) und von Gemeinderatsmitgliedern (3) vorzunehmen.

NAME, VORNAME(N),
GESCHLECHT (2)

HAUPTWOHNORT

Lokal: Anschrift:	Wahlbüro Nr.:
----------------------------------	---------------------

Im Auftrag des Gemeindegremiums

Der Generaldirektor

Der Bürgermeister

N. B.:

1. Ab dem fünfundsiebzigsten Tag nach den Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenratswahlen wird ein Exemplar des Berichts des Präsidenten des Gerichts erster Instanz von Namur über die Ausgaben für die Wahlwerbung, die durch die politischen Parteien eingegangen worden sind, während fünfzehn Tagen bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz von Namur eingereicht. Dieser kann von allen Kandidaten und auf dem Wählerregister eingetragenen Wählern auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung eingesehen werden.
2. Ab dem einunddreißigsten Tag nach den Wahlen können die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben der Kandidaten während fünfzehn Tagen von allen Wählern des betreffenden Wahlkreises auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz eingesehen werden.

Die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben werden bis zum hunderteinundzwanzigsten Tag nach dem Wahldatum bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz aufbewahrt.

Wenn innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach dem Wahldatum eine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erstattet bzw. eine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, wird die Erklärung in Bezug auf die Wahlausgaben des durch die Anzeige belasteten Kandidaten je nach Fall dem Prokurator des Königs bzw. dem Kontrollausschuss auf seinen Antrag hin übermittelt. Wenn innerhalb der im vorangehenden Absatz erwähnten Frist keine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex erstattet bzw. keine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, können die betreffenden Unterlagen von den Kandidaten abgeholt werden.

3. Die Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben:

- die Anweisungen für den Wähler;
- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (4)

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrtkosten der oben unter Nr. 3 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind:

Provinz Wallonisch-Brabant: NGBE-Kode: 098
Nummer der Einrichtung: 099020
Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Hennegau: NGBE- Kode: 098
Nummer der Einrichtung: 099121
Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Lüttich: NGBE- Kode: 098
Nummer der Einrichtung: 099222
Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Luxemburg: NGBE- Kode: 098
Nummer der Einrichtung: 099424
Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Namur: NGBE- Kode: 098
Nummer der Einrichtung: 099525
Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

(2) Dem Namen und Vornamen wird der Vermerk "Frau" oder "Herr" vorangestellt.

(3) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder dieses Rats angeben.

f

(4) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

A handwritten signature, possibly of a legal representative, located in the bottom right corner of the page.

Muster 3. Wahlaufforderung für die Wahl der Gemeinderäte für europäische und nicht-europäische Wähler

NGBE-Kode: (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL GEMEINDE / STADT	WAHLDISTRIKT	PROVINZ
-----------------------	----------------------------------	--------------	---------

WAHLEN VOM 14. OKTOBER 2018 ZUR ERNEUERUNG DES GEMEINDERATES

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister:

Wir bitten Sie, am Sonntag, dem 14. Oktober 2018 zwischen 8 und 15 Uhr mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl von Gemeinderatsmitgliedern (3) vorzunehmen.

NAME, VORNAME(N),
GESCHLECHT (2)

HAUPTWOHNORT

Lokal: Anschrift:	Wahlbüro Nr.:
----------------------------------	---------------------

Im Auftrag des Gemeindegremiums

Der Generaldirektor

Der Bürgermeister

N. B.:

1. Ab dem fünfundsiebzigsten Tag nach den Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenratswahlen wird ein Exemplar des Berichts des Präsidenten des Gerichts erster Instanz von Namur über die Ausgaben für die Wahlwerbung, die durch die politischen Parteien eingegangen worden sind, während fünfzehn Tagen bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz von Namur eingereicht. Dieser kann von allen Kandidaten und auf dem Wählerregister eingetragenen Wählern auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung eingesehen werden.
2. Ab dem einunddreißigsten Tag nach den Wahlen können die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben der Kandidaten während fünfzehn Tagen von allen Wählern des betreffenden Wahlkreises auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz eingesehen werden.
Die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben werden bis zum hunderteinundzwanzigsten Tag nach dem Wahldatum bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz aufbewahrt.

Wenn innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach dem Wahldatum eine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erstattet bzw. eine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, wird die Erklärung in Bezug auf die Wahlausgaben des durch die Anzeige belasteten Kandidaten je nach Fall dem Prokurator des Königs bzw. dem Kontrollausschuss auf seinen Antrag hin übermittelt. Wenn innerhalb der im vorangehenden Absatz erwähnten Frist keine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex erstattet bzw. keine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, können die betreffenden Unterlagen von den Kandidaten abgeholt werden.

3. Die Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderung sind anzugeben:

- die Anweisungen für den Wähler;
- der Wortlaut von Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (4)

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrtkosten der oben unter Nr. 3 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind:

Provinz Wallonisch-Brabant: NGBE-Kode: 098

Nummer der Einrichtung: 099020

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Hennegau: NGBE- Kode: 098

Nummer der Einrichtung: 099121

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Lüttich: NGBE- Kode: 098

Nummer der Einrichtung: 099222

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Luxemburg: NGBE- Kode: 098

Nummer der Einrichtung: 099424

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Namur: NGBE- Kode: 098

Nummer der Einrichtung: 099525

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

(2) Dem Namen und Vornamen wird der Vermerk "Frau" oder "Herr" vorangestellt.

(3) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder dieses Rats angeben.

(4) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

Muster 4. Wortlaut auf der Rückseite der Wahlaufforderungen

ANWEISUNGEN FÜR DIE WÄHLER

Die Wähler werden von 8 bis 15 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen. Wähler, die sich vor 15 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist. Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann.

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm gegen Abgabe dieser Unterlagen eine Chipkarte für die Stimmabgabe.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, erhalten eine validierte Chipkarte, die so angepasst wurde, dass sie ausschließlich für die Wahl des Gemeinderates wählen können.

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Um seine Stimmabgabe vorzunehmen, führt er erst die Chipkarte in den dafür vorgesehenen Schlitz des Kartenlesers des Wahlcomputers ein.

Der belgische Wähler gibt zunächst seine Stimme für die Wahl des Provinzialrates ab; nachdem er diese Stimmabgabe bestätigt hat, gibt er seine Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigt sie ebenfalls.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, geben ihre Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigen diese.

Für jede Wahl gilt Folgendes:

- Der Wähler entscheidet sich für eine Liste, indem er das Feld der gewählten Liste auf dem Berührungsbildschirm drückt, und bestätigt diese Entscheidung. Nachdem sich der Wähler für eine Liste entschieden hat, zeigt der Berührungsbildschirm für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten an, denen ihre laufende Nummer vorangeht;
- Ist der Wähler mit der Vorschlagsreihenfolge für die Kandidaten auf der von ihm unterstützten Liste einverstanden, so drückt er auf den hellen Mittelpunkt im Kopffeld über dieser Liste, das sich links oben auf dem Bildschirm befindet, und bestätigt diese Entscheidung;
- Wenn nicht, gibt er eine Vorzugsstimme für einen oder mehrere Kandidaten dieser Liste ab, indem er nacheinander auf das Feld neben dem Namen dieses oder dieser Kandidaten drückt. Hierfür drückt er gleich wo auf dem Wahlfeld dieses oder dieser Kandidaten; das Feld jedes gewählten Kandidaten wird grau unterlegt. Er bestätigt diese Entscheidung.

Nachdem der Wähler seine Stimmabgabe für eine beziehungsweise mehrere Wahlen bestätigt hat, nimmt er den durch den Wahlcomputer ausgedruckten Stimmzettel und faltet ihn gleichmäßig und sorgfältig in der Mitte mit der bedruckten Seite nach innen. Er nimmt daraufhin seine Chipkarte zurück. Er hat die Möglichkeit, seine Stimmabgaben zu visualisie-

ren. Zu diesem Zweck liest der Wähler den Barcode seines Stimmzettels anhand des in einer der Wahlkabinen vorgesehenen Lesegeräts; er kann jedoch seine Stimmabgaben nicht mehr ändern.

Der Wähler begibt sich mit seinem Stimmzettel, der noch immer mit der bedruckten Seite nach innen in der Mitte gefaltet ist, zur Urne. Befindet sich bereits ein anderer Wähler vor der Urne, um dort seinen Stimmzettel einzuspeichern, muss der Wähler in dem Wartebereich warten. Anschließend händigt der Wähler dem Vorstandsvorsitzenden oder dem vom Vorsitzenden bestimmten Beisitzer die Chipkarte aus, scannt den Barcode seines Stimmzettels und steckt den Stimmzettel dann in die Urne. Der Wähler erhält seinen Personalausweis und seine vom Vorsitzenden oder beauftragten Beisitzer abgestempelte Wahlaufforderung zurück.

Der Stimmzettel wird für ungültig erklärt:

- a) wenn der Wähler seinen Stimmzettel beim Verlassen der Wahlkabine so auffaltet, dass zu erkennen ist, wie er gewählt hat. Dies gilt auch, wenn der Wähler außen auf seinem Stimmzettel Markierungen oder Eintragungen angebracht hat;
- b) wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens den ihm ausgehändigten Stimmzettel beschädigt hat;
- c) wenn aus irgendeinem technischen Grund das Ausdrucken des Stimmzettels sich ganz oder zum Teil als unmöglich erweist;
- d) wenn der Wähler bei einer Visualisierung des Inhalts des Barcodes auf dem Bildschirm feststellt, dass es einen Unterschied zwischen dieser Visualisierung auf dem Bildschirm und dem Vermerk der Stimmabgabe so wie auf dem Stimmzettel abgedruckt gibt;
- e) wenn der Barcode nicht durch die elektronische Urne gelesen werden kann.

In den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer neuen Chipkarte zu wiederholen. Auch wenn ein Wähler vor seiner Stimmabgabe die ihm ausgehändigte Chipkarte versehentlich beschädigt hat, erhält er eine neue Chipkarte.

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4132-1 - §1 - Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen;

2° Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a. im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen;

b. unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden kann, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörden oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt,

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt.

3° Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden ausüben, und Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt.

4° Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Dieser Umstand wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt;

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen.

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen,

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung der Reiseveranstalters bescheinigt werden. Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

§2 - Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§3 - Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

§4 - Der Bevollmächtigte, der dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, in dem der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Paragraf 1 erwähnten Bescheinigungen aushändigt und ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vorzeigt, auf der der Vorsitzende dann den Vermerk "Hat mittels Vollmacht gewählt" einträgt, kann zur Stimmabgabe zugelassen zu werden.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.



Muster 5. Vollmachtsformular

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Anlage: eine Bescheinigung

Gegebenenfalls eine Offenkundigkeitsurkunde

Ich Unterzeichnete(r), ... (Name und Vorname(n)),

Geboren am,

Wohnhaft in Straße Nummer Brief-
kasten,

Nationalregisternummer:,

Als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde,

Bevollmächtigte hiermit (Name und Vorname(n))

Geboren am,

Wohnhaft in Straße Nummer Brief-
kasten,

In meinem Namen und für meine Rechnung bei den Wahlen vom 14. Oktober 2018 zu
wählen und zwar aus folgendem Grund: (1)

- () Ich bin wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht dazu fähig, mich ins Wahlbüro zu begeben, oder dorthin befördert zu werden. Ich füge ein ärztliches Attest bei.
- () Aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen
 - a) muss ich im Ausland bleiben, desgleichen die Wähler, die meiner Familie oder meinem Gefolge angehören und mit mir zusammenwohnen;
 - b) kann ich unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden, obwohl ich mich am Wahltag im Königreich aufhalte. Ich füge eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörde oder des Arbeitgebers bei, der/dem ich unterstellt bin.
- () Ich bin Selbstständiger und die unter den Buchstaben a) und b) erwähnte Verhinderung bestätige ich durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung.
- () Ich übe den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden aus (die Mitglieder meiner Familie, die mit mir zusammenwohnen, können ebenfalls eine Vollmacht erteilen). Ich füge eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde bei, in der ich im Bevölkerungsregister eingetragen bin.
- () Mir wurde am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen. Diese Lage wird durch die Leitung der Anstalt bescheinigt, in der sich der Betroffene befindet.
- () Aufgrund meiner religiösen Überzeugung ist es mir unmöglich, mich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft bei.
- () Ich bin Student und aus Studiengründen ist es mir unmöglich, mich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt bei, die ich besuche.

- () Aus anderen als den oben angeführten Gründen werde ich mich aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an meinem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sein, mich ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung des Reiseveranstalters oder eine vom Bürgermeister meiner Gemeinde ausgestellte Bescheinigung bei.

Wenn der/die Bevollmächtigte Kandidat ist, bescheinigt er auf Ehrenwort: (2)

- () entweder dass er für seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder für einen Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, als Bevollmächtigte(r) auftritt;
() oder dass er für einen Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, dessen Verwandtschaft jedoch bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann, als Bevollmächtigte(r) auftritt.

..... (Ort), den (Datum)

Der/die Vollmachtgeber(in),
(Unterschrift)

Der/die Bevollmächtigte,
(Unterschrift)

(3) Der/die Unterzeichnete, Bürgermeister der Gemeinde, bescheinigt hiermit, dass beide, sowohl Vollmachtgeber(in) als Bevollmächtigte(r), im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sind und dass (Name des/der Bevollmächtigten) der/die (Verwandtschafts- bzw. Verschwägerungsverhältnis) von (Name des Vollmachtgebers / der Vollmachtgeberin) ist.

Stempel der Gemeinde,
(Unterschrift des Bürgermeisters)

(4) Der/die Unterzeichnete, Bürgermeister der Gemeinde, bescheinigt hiermit, dass (Name des/der Bevollmächtigten) im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen ist, und bestätigt, dass gemäß der ihm/ihr vorgelegten Offenkundigkeitsurkunde der/die Vorerwähnte der/die (Verwandtschafts- bzw. Verschwägerungsverhältnis) von (Name des Vollmachtgebers / der Vollmachtgeberin) ist.

Stempel der Gemeinde,
(Unterschrift des Bürgermeisters)

- (1) Das (die) betreffende(n) Feld(er) bitte ankreuzen.
(2) Das (die) betreffende(n) Feld(er) bitte ankreuzen.
(3) Diese Rubrik ist vom Bürgermeister der Gemeinde auszufüllen, in der sowohl Vollmachtgeber(in) als auch Bevollmächtigte(r) im Bevölkerungsregister eingetragen sind.
(4) Diese Rubrik ist vom Bürgermeister der Gemeinde auszufüllen, in deren Bevölkerungsregister der/die Bevollmächtigte eingetragen ist, wenn der/die Vollmachtgeber(in) in einer anderen Gemeinde wohnhaft ist.

Anmerkung: Keine der Rubriken (3) und (4) ist auszufüllen, wenn der/die Vollmachtgeber(in) sich aus religiösen Gründen nicht ins Wahlbüro begeben und eine Bescheinigung der betreffenden Behörde der Glaubensgemeinschaft vorlegen kann.

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4132-1 - §1 - Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen;

2° Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a. im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen;

b. unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden kann, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörden oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt,

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt.

3° Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden ausüben, und Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt.

4° Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Dieser Umstand wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt;

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen.

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen,

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung der Reiseveranstalters bescheinigt werden. Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

§2 - Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§3 - Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben : die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

§4 - Der Bevollmächtigte, der dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, in dem der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Paragraph 1 erwähnten Bescheinigungen aushändigt und ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vorzeigt, auf der der Vorsitzende dann den Vermerk "Hat mittels Vollmacht gewählt" einträgt, kann zur Stimmabgabe zugelassen zu werden.

Art. L4143-20 - §6 - Um zur Stimmabgabe zugelassen zu werden, übergibt der Bevollmächtigte dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, wo der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Art. L4132-1, §1 erwähnten Bescheinigungen und zeigt ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vor; darauf vermerkt der Vorsitzende: "Hat mittels Vollmacht gewählt".

Die Vollmachten werden der in Artikel L4143-25, Absatz 1, 2° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Aufstellung beigelegt.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

Muster 6. Bescheinigung des Bürgermeisters - Vollmacht bei einem Auslandsaufenthalt aus Gründen, die keine beruflichen Gründe sind

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Gemeinde:

Der/die Unterzeichnete, ... (Name und Vorname(n)), Bürgermeister der Gemeinde, bescheinigt hiermit nach Kenntnisnahme der vorgelegten Belege, dass (Name und Vorname(n)), wohnhaft in Straße Nummer Briefkasten, mit der Nationalregisternummer, und als Wähler(in) unter Nummer eingetragen, aufgrund eines vorübergehenden Aufenthaltes im Ausland, und zwar in (Name des Landes), der nicht durch berufliche oder dienstliche Gründe bedingt ist, nicht in der Lage ist, am Wahltag im Wahlbüro vorstellig zu werden.

Der/die Betreffende, der/die seinen/ihren Antrag vor dem (Datum des Antrags) eingereicht hat, erfüllt daher die in Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1) festgelegten Bedingungen, um einen anderen Wähler zu bevollmächtigen, in seinem/ihrer Namen und für seine/ihre Rechnung zu wählen.

..... (Ort), den (Datum)

Stempel der Gemeinde,
(Unterschrift des Bürgermeisters)

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4132-1 - §1 - Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen:

(...) 7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus einem derartigen Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden.

Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden.

Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.



Muster 7. Antrag auf Begleitung

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Der/die Unterzeichnete, ... (Name und Vorname(n)),
Geboren am,
Wohnhaft in Straße Nummer, Brief-
kasten,
Nationalregisternummer:,
Als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde,
Erklärt, von der ihm/ihr gebotenen Möglichkeit, sich im Hinblick auf die Wahlen vom 14.
Oktober 2018 begleiten zu lassen, Gebrauch machen zu wollen.

Der/die Begleiter(in) ist (Name und Vornamen),
Geboren am,
Wohnhaft in Straße Nummer Brief-
kasten,
Nationalregisternummer:,
Als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde

Wenn der/die Begleiter(in) Kandidat ist, bescheinigt er auf Ehrenwort: (1)

- () entweder dass er bei seinem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder bei einem Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwoh-
nort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, als Begleiter(in) auftritt.
- () oder dass er bei einem Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort
nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, dessen Verwandtschaftsverhältnis jedoch
bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann, als Begleiter(in) auftritt.

..... (Ort), den (Datum)

Der/die Wähler(in),
(Unterschrift)

Der/die Begleiter(in),
(Unterschrift)

(1) Das (die) betreffende(n) Feld(er) bitte ankreuzen.

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4133-2 - §1 - Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine
begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am Tag vor dem
Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Folgende Personen rechtfertigen eine Begleitung :

- 1° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Geistesfunktionen oder des Lernens
aufweisen;
- 2° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Körperfunktionen aufweisen;
- 3° diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Sinnesfunktionen aufweisen;
- 4° diejenigen, die seelischen Schwierigkeiten aufweisen;

Handwritten mark resembling a stylized '3' or '9'.

5° diejenigen, die Schwierigkeiten infolge einer chronischen oder degenerativen Krankheit aufweisen;

6° die Personen, deren Muttersprache nicht eine der in Artikel 4 der Verfassung vorgesehenen Sprachen ist, wenn dies zu Leseschwierigkeiten führt.

§2 - Der betroffene Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein. Kein Begleiter darf mehr als einem Wähler beistehen.

Ein Kandidat kann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder

Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

§3 - Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Erklärung werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstands dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung. Der Vorsitzende des Wahlvorstands vermerkt auf der Wahlaufforderung des Begleiters "Hat die Rolle als Begleiter wahrgenommen".

§4 - Der Vorsitzende des Wahlvorstands verweist den Begleiter, der die Vorschriften von vorstehenden Absätzen verletzt.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

1

Muster 8. Antrag auf Ausstellung von Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters an eine politische Partei

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahldistrikt:
Wahlkanton: Gemeinde:

Sehr geehrte(r) Herr/Frau Bürgermeister,

Wir Unterzeichnete, ... (Name(n) und Vorname(n)), Wähler der Gemeinde oder des Distrikts und von der Partei (Bezeichnung der Partei) bevollmächtigt, verpflichten uns, eine Kandidatenliste für die Gemeinderatswahlen und / oder Provinzialratswahlen (1) vom 14. Oktober 2018 im Wahlkreis (2) vorzuschlagen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30 Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Wir beantragen somit die Ausstellung von (Anzahl) Ausfertigung(en) oder Abschrift(en) des kommunalen und / oder provinzialen (3) Wählerregisters Ihrer Gemeinde.

Wir möchten diese Ausfertigungen oder Abschriften auf Papier / im EDV-Format (4) erhalten, und erklären, dass (Name und Vorname) dazu ermächtigt ist, diese Abschriften in unserem Namen zu erhalten.

Wir erklären, von den im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen und auf der Rückseite des vorliegenden Dokumentes wiedergegebenen Verboten Kenntnis genommen zu haben und verpflichten uns dazu, sie zu beachten.

..... (Ort), den (Datum)
(Unterschrift(en))

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Für die Gemeinderatswahlen den Namen der Gemeinde und für die Provinzialratswahlen den Namen des Wahldistrikts bitte angeben.

(3) Unzutreffendes bitte streichen.

(4) Unzutreffendes bitte streichen.

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4122-5 - §1 - Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das Gemeindegremium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Doku-

ment dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden.

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

§2 - Jede in §1 erwähnte politische Partei kann, sofern sie in der Gemeinde eine Kandidatenliste einreicht, zwei Exemplare oder Abschriften dieses Registers kostenlos erhalten und zwar je nach Wunsch auf Papier oder auf einem in §1 erwähnten Datenträger.

Die Ausstellung von zusätzlichen Exemplaren oder Abschriften erfolgt gegen Zahlung des durch das Gemeindegremium zu bestimmten Selbstkostenpreises.

Wenn die politische Partei keine Kandidatenliste einreicht, darf sie unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen, selbst nicht zu Wahlzwecken.

(...)

§6 - Das Gemeindegremium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß §1, §3 und §4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Kopien des Wählerregisters dürfen ihre Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen nicht anführen.

Art. L4122-34 - §1 - Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5, §6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecke sind.

§2 - Strafen, die gegen Komplizen der im Absatz 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wären, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

1

J

Muster 9. Antrag auf Ausstellung von Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters an einen Kandidaten

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahldistrikt:
Wahlkanton: Gemeinde:

Sehr geehrte(r) Herr/Frau Bürgermeister,

Ich Unterzeichnete(r), ... (Name und Vorname(n)), Kandidat(in) bei der Gemeinderatswahl und / oder Provinzialratswahl (1) im Wahlkreis (2), beantrage die Ausstellung von (Anzahl) Ausfertigung(en) oder Abschrift(en) des kommunalen und / oder provinziellen (3) Wählerregisters Ihrer Gemeinde.

Ich verpflichte mich dazu, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Ich möchte diese Ausfertigungen oder Abschriften auf Papier / im EDV-Format (4) erhalten.

Ich erkläre, von den im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen und auf der Rückseite des vorliegenden Dokumentes wiedergegebenen Verboten Kenntnis genommen zu haben und verpflichte mich dazu, sie zu beachten.

..... (Ort), den (Datum)
(Unterschrift)

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Für die Gemeinderatswahlen den Namen der Gemeinde und für die Provinzialratswahlen den Namen des Wahldistrikts bitte angeben.
- (3) Unzutreffendes bitte streichen.
- (4) Unzutreffendes bitte streichen.

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4122-5 - §1 - Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das Gemeindekollegium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Dokument dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in

dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden.

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

(...)

§3 - Jede Person, die als Kandidat auf einem im Hinblick auf die Wahl eingereichten Wahlvorschlag erscheint, kann gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier oder auf in §1 erwähnten Datenträger beziehen, sofern sie bei dem Bürgermeister einen diesbezüglichen Antrag per Einschreibebrief eingereicht hat und sie verpflichtet, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Das Gemeindekollegium überprüft bei der Aushändigung, ob der Betreffende als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen ist.

Wenn der Antragsteller nachträglich aus der Kandidatenliste gestrichen wird, darf er unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen.

(...)

§6 - Das Gemeindekollegium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß §1, §3 und §4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Kopien des Wählerregisters dürfen ihre Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen nicht anführen.

Art. L4122-34 - §1 - Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafen wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5, §6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecke sind.

§2 - Strafen, die gegen Komplizen der im Absatz 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wären, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

9

Muster 10. Liste der Mitglieder des Wahlvorstands zwecks Zahlung der Anwesenheitsgelder

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz:

Wahlkanton: Gemeinde:

Wahlbürovorstand Nr. :

Tag der Sitzung:

Liste der Mitglieder des Wahlvorstands im Hinblick auf die Zahlung der Anwesenheitsgelder durch Banküberweisung

Lesen Sie bitte die unten stehenden Anweisungen aufmerksam durch, bevor Sie dieses Formular ausfüllen.

Die Unterzeichner, Vorsitzende(r), Sekretär und Beisitzer des oben genannten Wahlvorstands, erklären, dass die nachstehenden Angaben richtig sind.

NATIONALREGISTERNUMMER (1)	NAME UND VORNAME (2) FUNKTION (3)	KONTONUMMER	BE- TRAG (EUR)	UNTERSCHRIFT
	V			
	S			
	B			
	B			
	B			
	B			

Gesamtanzahl Personen:	Gesamtbetrag: EUR
------------------------	----------------------

Der Vorsitzende dieses Wahlbüros bestätigt die Anwesenheit der Personen, deren Namen auf dieser Liste stehen (Telefonnummer des Vorsitzenden:).

Der Sekretär,
(Unterschrift)

Die Beisitzer,
(Unterschrift)

Der Vorsitzende,
(Unterschrift)

-
- (1) Diese Nummer befindet sich auf der Rückseite des Personalausweises.
 - (2) Dem Namen und Vornamen wird der Vermerk "Frau" oder "Herr" vorangestellt.
 - (3) Was die Funktion betrifft, gelten folgende Abkürzungen: "V" für Vorsitzender, "B" für Beisitzer, und "S" für Sekretär.

Anweisungen

1. Um eine rasche Zahlung zu ermöglichen, vermerken die Mitglieder des Wahlvorstands auf deutliche und leserliche Weise ihre vollständigen Angaben, insbesondere ihre Bankkontonummer.
2. Dieses Dokument ist in doppelter Ausfertigung auszustellen:
 - Das erste Exemplar muss am Tag der Wahl dem Vorsitzenden des Kantonsvorstands A übermittelt werden. Es wird es am Montagmorgen nach den Wahlen dem Postvorsteher übergeben;
 - Das zweite Exemplar wird vom Vorsitzenden des Wahlvorstands aufbewahrt.
3. Die Nationalregisternummer ermöglicht es, in die Bevölkerungsakte der Mitglieder des Wahlvorstands einzutragen, wie oft sie in dieser Eigenschaft getagt haben.

Muster 11. Rückerstattung der Fahrtkosten an die Mitglieder des Wahlvorstands

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz:

Wahlkanton: Gemeinde:

Wahlbürovorstand Nr. :

Weiterzuleiten an: (Anschrift der Provinzialverwaltung)

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE, IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN. ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER.

Der/die Unterzeichnete, ... (Name und Vorname(n)),

Telefon- oder Handy-Nr.,

Anschrift	Postleitzahl	Gemeinde
-----------	--------------	----------

Funktion innerhalb des Vorstands	Kontonummer
----------------------------------	-------------

Erklärt hiermit, dass ihm/ihr die Kosten für Fahrten, die wegen der Wahlen zwischen den nachstehend erwähnten Gemeinden zurückgelegt wurden, zurückzuerstatten sind:

Abfahrtsort (Gemeinde, in der sich der Wahlvorstand des/der Betroffenen befindet)	Bestimmungsort
---	----------------

Anzahl zurückgelegter Kilometer	Anzahl Fahrten	Grund dieser Fahrten
---------------------------------	----------------	----------------------

Zurückzuerstattender Betrag:

..... km x 0,15 Euro, d. h.

€

GESAMT

Der Betrag ist auf das oben angeführte Konto zu überweisen.

Diese Forderungsanmeldung ist spätestens am 14. Januar 2019 an die oben angegebene Anschrift der Provinzialverwaltung zu richten.

..... (Ort), den (Datum)

Der Vorsitzende des Vorstands,
(Unterschrift)

Die betreffende Person,
(Unterschrift)

Muster 12. Rückerstattung der Fahrtkosten an die Wähler

6

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE, IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN. ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER.

GESAMT €

2

Der Betrag ist auf das oben angeführte Konto zu überweisen.

Diese Forderungsanmeldung ist spätestens am 14. Januar 2019 an die oben angegebene Anschrift der Provinzialverwaltung zu richten.

..... (Ort), den (Datum)
(Unterschrift)

(1) Das (die) betreffende(n) Feld(er) bitte ankreuzen.

9

Dauer: Stunden.

7. Mitteilung der offiziellen Kandidatenliste an die Kandidaten und Anmelder, die deren Mitteilung beantragen

() ja () nein

Dauer: Stunden.

8. Sonstiges (die Art dieser Leistung(en) angeben):

Für jede der oben erwähnten Leistungen füge ich ggf. die Belege bei.

Zudem füge ich dem vorliegenden Schreiben das Muster 14 bei, in dem die Notwendigkeit der unter Nr. 8 angeführten Aufgabe(n) bescheinigt wird.

Der Vorsitzende dieses Wahlbüros bestätigt die Richtigkeit dieser Erklärung.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

..... (Ort), den (Datum)

Der Vorsitzende,
(Unterschrift)

Der Abgeber der Erklärung,
(Unterschrift)

1

Muster 14. Bescheinigung zur Begründung der Notwendigkeit einer außerordentlichen Aufgabe im Wahlverfahren (dem Muster 13 beifügen)

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz:

Wahlkanton: Gemeinde:

Gemeindevorstand / Kantonsvorstand / Distriktvorstand (Unzutreffendes bitte streichen)

Ich Unterzeichnete(r), ... (Name und Vorname(n)),

Erkläre, dass ich die folgende(n) Aufgabe(n) erfüllt habe:

Diese Aufgabe ist wie folgt gerechtfertigt:

Zudem war es mir unmöglich, diese Aufgabe während meiner gewöhnlichen Arbeitszeiten auszuführen, und zwar aus folgenden Gründen:

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

..... (Ort), den (Datum)

Der Abgeber der Erklärung,
(Unterschrift)



Muster 15. Forderungsanmeldung betreffend die tatsächlichen Ausgaben der Wahlvorstände

Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz:

Wahlkanton: Gemeinde:

Gemeindevorstand / Kantonsvorstand / Distriktvorstand (Unzutreffendes bitte streichen)

Der für den Kreis- oder Kantonsvorstand zuständigen Provinzialverwaltung übermittelt am (Datum).

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE, IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN. ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER.

Ich Unterzeichnete(r), ... (Name und Vorname(n)), Vorsitzende(r) / Sekretär(in) / Beisitzer(in) (Unzutreffendes bitte streichen) des Vorstands, Telefon- oder Handy-Nr.,

Anschrift				Postleitzahl				Gemeinde			
Betrag		Kontonummer						Unterschrift			

Erkläre, dass die tatsächlichen Ausgaben in Höhe des obenstehenden Betrags betreffend die folgenden Aufgaben mir zurückerstattet werden müssen:

1. Vervielfältigung von Dokumenten
() ja () nein
Betrag: Euro.
2. Fax-Mitteilungen
() ja () nein
Betrag: Euro.
3. Telefonanrufe
() ja () nein
Betrag: Euro.
4. Büro- und Schreibwaren
() ja () nein
Betrag: Euro.
5. Transport von Zubehör
() ja () nein
Betrag: Euro.
6. Sonstige ähnliche Unkosten
() ja () nein
Betrag: Euro.

Ursprung und Begründung dieser Ausgaben:

8

Für jede der oben erwähnten Ausgaben füge ich ggf. die Belege bei.

Der Vorsitzende des Wahlbüros bestätigt die Richtigkeit dieser Erklärung.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

..... (Ort), den (Datum)

Der Vorsitzende,
(Unterschrift)

Der Abgeber der Erklärung,
(Unterschrift)

9

Muster 16a. - Tabelle mit der Zusammensetzung des Kantonsvorstands

Provinz: Wahlbezirk:

Wahlkanton: Gemeinde:

Der Vorsitzende des Kantonsvorstands bescheinigt hiermit, dass der Kantonsvorstand wie folgt zusammengesetzt ist:

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nationalregisternummer	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					

..... (Ort), den (Datum)

Der Vorsitzende des Kantonsvorstands,
(Unterschrift)

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4125-7 - §1 - Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, und einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§2 - Sein Vorsitz wird durch die folgende Person geführt:

1° den Präsident des Gerichtes erster Instanz oder sein Stellvertreter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist,

2° den Friedensrichter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist,

3° in allen anderen Fällen den Friedensrichter des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder seinen Stellvertreter;

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands durch einen Magistrat nicht geführt werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vor-

stands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3, §2 vorgesehenen Reihenfolge.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden.

Art. L4125-5 - §1 - Spätestens am 15. September bezeichnet der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3, §2 bestimmten Reihenfolge.

[Die in Artikel L4122-7 §1 erwähnte Liste der Freiwilligen wird bei der Benennung der Beisitzer und Ersatzbeisitzer ebenfalls berücksichtigt.] (2)

§2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und die in Artikel L4125-3, §2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen, zu denen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben, hinzukommen sind [sowie die in Artikel L4122-7 §1 erwähnte Liste der Freiwilligen.] (2)

§3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die auf den in Artikel L4122-7, §1, 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen stehen.

(...)

§7 - Er übermittelt sofort den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstands und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden angibt.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§8 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde jedem aus, der dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.

(2) Für die Provinzialratswahlen.



Muster 16b. - Tabelle mit der Zusammensetzung des Gemeindevorstands und der Wahlbürovorstände der Gemeinde

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands bescheinigt hiermit, dass der Gemeindevorstand und die Wahlbürovorstände der Gemeinde wie folgt zusammengesetzt sind: (1)

Gemeindevorstand

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nationalregisternummer	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					

Wahlbürovorstand Nr. (2), mit Sitz in (3)

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nationalregisternummer	Hauptwohntort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beigeordneter Sekretär (4)					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					

[Handwritten signature]

Beisitzer (4)					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer					
Ersatzbeisitzer (4)					

..... (Ort), den (Datum)

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,
(Unterschrift)

- (1) Diese Tabelle bitte aufgrund der tatsächlichen Anzahl Wahlvorstände ausfüllen.
- (2) Jedes Wahlbüro erhält eine Wählersektion. Die Nummer der entsprechenden Wählersektion bitte angeben, so wie sie gemäß Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet zugeteilt wurde.
- (3) Die vollständige Anschrift bitte angeben.
- (4) Nur auszufüllen, wenn das Wahlbüro mehr als 800 Wähler umfasst.

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4125-1 - §4 - Kein Kandidat darf dem Wahlvorstand angehören. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bezeichnen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4134-1 erwähnten Modalitäten zu kontrollieren.

Das Amt eines Provinzialgreffiers, eines Provinzialeinnehmers, eines Gemeindesekretärs und eines Gemeindeeinnehmers ist unvereinbar mit dem Amt des Vorsitzenden, eines Beisitzers oder Ersatzbeisitzers eines Kreisvorstands.

Das Gleiche gilt ebenfalls für die Bekleidung eines politischen Mandats und die Aufgabe als Zeuge.

Art. L4125-3 - §2 - Um den Vorsitz des Gemeindevorstands zu führen, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands in der nachstehend festgelegten Reihenfolge:

1° Richter oder stellvertretende Richter des Gerichtes erster Instanz, des Arbeits- und des Handelsgerichtes nach dem Dienstalter,

2° Friedensrichter oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

3° Richter des Polizeigerichtes oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

4° Rechtsanwälte und Rechtsanwaltspraktikanten in der Reihenfolge ihrer Eintragung im Anwaltsverzeichnis oder in der Praktikantenliste;

5° Notare;

6° der Wallonischen Region unterstellte Inhaber eines Amtes der Stufe A oder B und Inhaber eines gleichwertigen Dienstgrades, die dem Föderalstaat, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, den Provinzen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfezentren, den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Gesetz

vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnt sind oder auch nicht, oder den autonomen öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen unterstehen;

7° Lehrpersonal;

8° Praktikanten der Staatsanwaltschaft;

9° wenn notwendig, die unter den Wählern der Gemeinde bezeichneten Personen, die anderswo Ämter ausüben, die den im Punkt 6° erwähnten Ämtern entsprechen.

Außer den Richtern, die bezeichnet werden können, um den Vorsitz des Gemeindevorstands ihres Sitzes unabhängig von der Gemeinde, wo sie Wähler sind, zu führen, sind die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Personen die Wähler der Gemeinde, wo sie das Amt eines Vorsitzenden des Gemeindevorstands ausüben.

Muss der Vorsitzende des Gemeindevorstandes in einer anderen Gemeinde wählen, so bestimmt er einen Stellvertreter, um ihn am Wahltag während der für die Erfüllung seiner Pflicht als Wähler notwendigen Zeit zu vertreten.

Die öffentlichen Behörden, die im vorstehenden Absatz, Punkten 6° und 7° erwähnte Personen beschäftigen, teilen den Gemeindeverwaltungen, wo sie ihren Hauptwohntort haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift und den Beruf dieser Personen mit.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung spätestens am 30. Juni die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden.

(...)

Art. L4125-5 - §1 - Spätestens am 15. September bezeichnet der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3, §2 bestimmten Reihenfolge.

[Die in Artikel L4122-7 §1 erwähnte Liste der Freiwilligen wird bei der Benennung der Beisitzer und Ersatzbeisitzer ebenfalls berücksichtigt.] (2)

§2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und die in Artikel L4125-3, §2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen, zu denen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben, hinzukommen sind [sowie die in Artikel L4122-7 §1 erwähnte Liste der Freiwilligen.] (2)

§3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die auf den in Artikel L4122-7, §1, 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen stehen.

(...)

§7 - Er übermittelt sofort den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstands und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden angibt.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§8 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde jedem aus, der dies mindestens fünfzehn

Tage vor der Wahl beantragt hat. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

-
- (1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallo-nischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.
- (2) Für die Provinzialratswahlen.

Gesehen, um dem Erlass der Regierung über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialratswahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprach-gebiet beigelegt zu werden.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident
O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus
I. WEYKMANS

[Handwritten mark]